La Minerve,

JOURNAL POLITIQUE, LITTERAIRE, AGRICOLE, COMMERCIAL ET D'ANNONCES.

VOL. XXIX. MONTREAL, BAS-CANADA, SAMEDI MATIN, 25 AVRIL 1857. No. 75.

Corporation de Montréal.

AUX PROPRIETAIRES, LOCATAIRES, &C.

L'ATTENTION PUBLIQUE est, par le présent, spécialement appelée aux extraits suivants des Réglements de la Corporation de cette Cité, relativement aux NUISANCES, et le PUBLIC est par le présent NOTIFIÉ, que des ordres ont été donnés pour l'EXECUTION RIGIDE des Réglements ci-après énumérés et généralement de tous les Réglements affectant la santé et la propreté publique.

COURS.

1. Les occupants sont tenus de les tenir nettes et libres de saletés et de toutes substances nuisibles, et d'amasser toutes les ordures ou objets de rebut de la maison, dans un endroit, jusqu'à ce que l'accumulation équivale à une charge de voiture, et alors ils seront enlevés, à l'exception du fumier d'étable, qu'on peut laisser accumuler jusqu'à ce qu'il devienne nuisible.

2. Toutes les fois qu'aucune eau croupie, ou aucune autre matière au chose aura rendu aucun lot ou lieu nuisible, l'occupant (s'il y en a) les fera complètement nettoyer, sous 24 heures d'avis ; si le lot est vacant, le propriétaire le fera nettoyer.

EGOUTS.

Tout lot ou emplacement aboutissant à aucune place, rue ou grand chemin où il y aura un canal ou égout, ou autre moyen d'assèchement, sera fourni d'un canal souterrain sufisant pour l'écoulement des eaux stagnantes.

EAU SALE.

Il n'est pas permis aux occupants d'en jeter aucune dans les rues ni d'en décharger ou faire décharger dans aucune rue de leurs maisons ou dépendances, par aucun conduit ou gouttière ou de quelqu'autre manière que ce soit, qui puisse causer quelqu'incommodité ou nuisance publique.

Transport de Saletées, &c., dans les rues

Personne ne transportera des menus décombres, du fumier, des ordures, des balayures de rue, du mortier, &c., par les rues autrement que dans des voitures bien encloses, de manière qu'aucune partie du contenu d'icelles, ne puisse tomber dans la rue.

Privés.

1. Tout lot occupé doit être fourni d'un Privé, ou de Privés suffisamment creusés en terre.

2. Chaque fois qu'aucun Privé deviendra nuisible, ou que le contenu en sera parvenu à 12 pouces de la surface du terrain, il doit être complètement vidé et nettoyé, et les Reglements tiennent le propriétaire aussi bien que le locataire responsable de ce dernier devoir.

Les pénalités attachées à ceux qui négligent, méprisent ou transgressent aucune des dispositions ci-dessus, sont une amende n'excédant pas £5, et un emprisonnement n'excédant pas 30 jours pour toute et chaque offense.

Par ordre,

M. J. HAYS,
Chef de Police.

Montréal, 15 avril 1857—tsd

Canal de Lachine.

AVIS EST par les présentes donné, qu'afin de faire les réparations nécessaires, l'eau sera retirée du Canal de Lachine, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, ou aussitôt que le temps le permettra, et elle n'y sera pas remise qu'à l'OUVERTURE de la Navigation du fleuve St. Laurent.

Par ordre.

THOMAS A. BEGLY,
Secrétaire.

Département des Travaux Publics,
Toronto, 14 mars 1857—21—dzid

Département des Travaux Publics

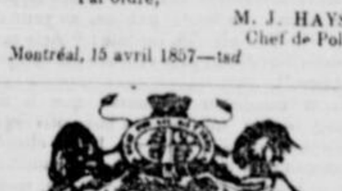
AVIS

EST par les présentes donné que les PHARES qui ont été exhibés à bord des vaisseaux amarrés dans le *cut* de la Longue Pointe (Cut at Long Point) sur le Lac Erié, ne seront pas replacés, le chenal a été tellement rempli qu'il y est impossible d'y passer de nouveau.

Par ordre

THOMAS A. BEGLEY,
Secrétaire.

Département des Travaux Publics,
Toronto, 20 jan. 1857. 28—qmd



Société d'Agriculture

DU

COMTE DE JACQUES-CARTIER.

CETTE SOCIÉTÉ donne avis que son EXHIBITION ANNUELLE pour les ETALONS aura lieu au village de Lachine, sur la propriété de Mr. DARVES, JEUDI, le 7 MAI prochain, à 11 heures A. M. Il est désirable qu'outre les Etalons, il y ait d'autres animaux (mâles) d'exhibés, tel que taureaux.

La compétition, pour les prix suivants qui seront accordés à l'Exhibition Annuelle du Comté l'automne prochain, sera restreinte aux chevaux qui seront montrés à l'Exhibition du 7 de Mai prochain et dont l'usage aura été accordé à un nombre raisonnable d'applicants, membres de cette Société à un prix modéré.

Compétition générale.

	£	s.	d.
Pour le meilleur Etalon de trait	3	0	0
do 2me do do	2	10	0
do 3me do do	2	0	0
do 4me do do	1	10	0
Pour le meilleur Etalon propre à propager une bonne race de chevaux de voiture	3	0	0
do 2me do do	2	0	0
do 3me do do	1	10	0

Les propriétaires d'Etalons non entrés pour concourir pour les prémiums ci-dessus sont respectueusement requis de les exhiber, afin de donner occasion aux cultivateurs et autres de choisir ceux qui leur conviendront mieux.

Par ordre,

N. M. LECAVALIER,
Sec.-Tres.

St. Laurent 1 avril—14—dsd

A VENDRE,

UN JEU COMPLET DE MACHINES A CARDER et à FILER dans un ordre parfait ; aussi : METIERS pour Manufacturer le drap.

S'adresser à

JOHN ATKINSON,
No. 44, rue Dorchester, Montréal.

14 avril—m

FEUILLETON.

Mme. LOUISE COLET.

Colet (Louise Revoil, dame) est née à Aix [B. du Rhône,] où son père, frère de M. Revoil, un des peintres les plus distingués de l'école de Lyon, était directeurs des postes. Dès sa plus tendre enfance, Mademoiselle Revoil montrait des dispositions littéraires ; à six ans elle bégayait des vers qu'elle ne savait pas encore écrire ; son penchant pour la poésie, longtemps étouffé, se développait en secret sans guide, sans conseil. Elle avait à peine seize ans lorsque son père lui fut enlevé, et, peu d'années après, elle perdit sa mère, pour laquelle son amour était un culte, et que sa piété filiale veut célébrer dans un poëme intitulé *Ma Mère*. Mariée à M. Colet, aujourd'hui professeur au Conservatoire, Mme Colet vint à Paris en 1834, et y publia son premier volume de poésies, *les Fleurs du Midi* ; l'accueil favorable qu'il reçut encouragea l'auteur à se livrer à la carrière des lettres, et bientôt les principaux Recueils, Revues ou Keepsake, s'enrichirent de ses articles en prose ou en vers ; en 1839, le prix de poésies à l'Académie Française fut accordé à son poëme, *le Musée de Versailles*, succès qu'aucune femme n'avait obtenu sans partage depuis le dix-septième siècle. Peu de temps après, Mme Colet mettait au jour un second volume de poésies, *Penserosa*, bien supérieur aux *Fleurs du Midi*, sous le double rapport des idées et de la forme. Elle a sous presse un ouvrage, *Charlotte Cordy* et *Madame Roland*, scènes dramatiques en vers, qui sera l'œuvre la plus considérable de l'auteur. La poésie de Mme Colet à de la force et de l'élévation ; les sujets grands et sévères lui vont mieux que les sujets doux et gracieux, bien que la flexibilité de son talent puisse se plier à tous les genres.

La voix d'une Mère.

Enfant, qui seras femme,
N'ouvre jamais ton âme
Qu'aux modestes vertus,
Que ta charité sainte
Berce et calme la plainte
Des esprits abattus !

Que ta pure espérance
Relève la souffrance ;
Que ton hymne de foi,
Comme une chaste offrande,
Monte au ciel et répande
La paix autour de toi.

Sois l'ange qui console ;
De ta douce parole
Prodigue le secours ;
Au malheur tends l'oreille,
Près du malade veille,
Et près du pauvre accours.

D'une mère qui t'aime
Dieu voulut te bénir ;
Laisse-là pour toi-même
Disposer l'avenir.

Travaille, prie et chante !
Le travail t'ennoblit,
La foi te rend touchante,
La gaieté t'embellit !

Et si Dieu t'a douée
D'un esprit noble et grand,
Sois humble et dévouée,
Sois belle en l'ignorant.

Laisse à l'homme la gloire,
Les triomphes, le bruit,
Pour nous, aimer et croire
Au bonheur nous conduit.

Coule une vie obscure
Que le devoir remplit ;
L'onde à l'ombre est plus pure ;
Rien ne trouble son lit.

M. J. DUPLESSY.

FABIOLA OU L'EGLISE DES CATACOMBES

PAR

S. E. LE CARDINAL WISEMAN.

PREMIÈRE PARTIE.

PAIX.

SUITE :

XX.—LA CHUTE.

Torquatus, élégamment vêtu, se rendit aussitôt chez Fabius, lui remit la lettre dont il était porteur, répondit à toutes les questions qui lui furent faites sur Fabiola et accepta, sans trop se faire prier, une invitation à souper pour le soir même. Il se mit ensuite en devoir de chercher un logement convenable et en harmonie avec la situation présente de sa bourse, et il ne tarda pas à trouver ce qu'il lui fallait.

Fabius, nous l'avons dit, n'accompagnait pas sa fille à la campagne, et même il ne l'y visitait que rarement. A dire vrai, il n'avait pas beaucoup de goût pour les vertes prairies et les clairs ruisseaux : il leur préférait les propos frivoles et les plaisirs bruyants de la ville. Pendant la plus grande partie de l'année, la présence de sa fille le forçait à se contraindre ; mais aussitôt qu'elle était partie, avec tous les gens de son service particulier, pour sa villa de Campanie, la maison de Rome s'ouvrait pour une société et pour des scènes qu'il n'eût jamais osé mettre sous les yeux de Fabiola. Des hommes sans mœurs s'asseyaient à sa table, et les nuits entières passées dans les excès de vin et du jeu, dans les conversations les plus licencieuses suivaient d'ordinaire des festins somptueux.

Fabius, ayant invité Torquatus à souper, sortit aussitôt pour réunir encore quelques autres convives. Il ne tarda pas à réunir une troupe de parasites qui rôdaient toujours dans les promenades qu'il fréquentait de préférence, afin d'être plus à portée de ses faciles invitations. Comme il revenait chez lui, au sortir des bains de Titus, il aperçut dans les bosquets d'un temple voisin, deux hommes qui semblaient s'entretenir sérieusement. Après les avoir examinés un instant il se dirigea vers eux ; mais il s'arrêta à quelque distance pour attendre qu'une pause dans leur conversation lui permit de s'approcher. Cette conversation roulait sur le sujet suivant.

—Ainsi, ces nouvelles ne sont pas douteuses ?

—Nullement. Il est certain que les habitants de Nicomédie se sont soulevés, et qu'ils ont brûlé ce qu'on appelle l'église des chrétiens qui était tout proche et en vue du palais. Mon père l'a entendu conter ce matin par le secrétaire de l'empereur lui-même.

—Quelle idée avaient eue ces fous d'aller bâtir un temple dans l'un des endroits les plus apparents de la métropole ! Ils devaient bien savoir d'avance que, tôt ou tard, l'esprit religieux de la nation se soulèverait contre eux et détruirait leur odieux édifice qui offusquait les regards de chaque citoyen, comme le fera toute manifestation d'une religion étrangère à celle de l'empire.

A coup sûr, si ces chrétiens avaient quelque ombre de bon sens, comme dit mon père, ils se cacheraient, ils se tiendraient cois dans leurs retraites, heureux d'être si patiemment tolérés par le plus humain des princes. Mais puis qu'il leur plait d'agir autrement, puisqu'il leur faut des temples, au lieu des masures qu'ils avaient autrefois dans d'obscures ruelles, tant pis pour eux s'il leur arrive malheur ; quant à moi, je n'e serai pas faché. On peut se faire une réputation, et de plus, il y a à gagner en pourchassant ces odieuses gens et en les détruisant. s'il est possible.

—Eh ! bien, qu'il en soit donc ainsi ; mais revenons à notre affaire. Il est convenu, entre nous, que si parmi les riches et surtout parmi ceux d'entr'eux qui n'on point un crédit trop redoutable, nous parvenons à découvrir quelques chrétiens, nous en partagerons loyalement les dépouilles. Nous nous aiderons réciproquement. Vous aimez les moyens hardis et violents, je me réserve d'agir à ma guise. Mais chacun de nous gardera le bénéfice entier de ses découvertes personnelles ; nous ne partagerons que les profits des découvertes que nous aurons faites de concert. C'est bien cela, n'est-ce pas ?

—Parfaitement.

En ce moment, Fabius s'approcha, et les accosta d'un air cordial. " Comment allez-vous, Fulvius, lui dit-il ? Il y a un siècle que l'on ne vous a vu : venez-vous souper chez moi ce soir, j'ai quelques personnes de connaissance, et votre ami Corvinus, je pense (ce dernier salua gauchement), me fera, j'espère, le plaisir de vous accompagner.

—Je vous remercie, répondit Fulvius, mais je crois être déjà invité ailleurs.

—Contes en l'air ! Il n'y a plus personne, dans la ville, avec qui vous puissiez souper ce soir, si ce n'est chez moi, reprit le facile patricien. Mais, à propos, la peste est-elle dans ma maison ? on ne vous y a plus revu depuis le jour où vous y avez dîné avec Sébastien ; à telles enseignes que vous vous êtes querellés ensemble ? Ou bien, auriez-vous été frappé de quelque charme magique qui vous éloigne de chez moi ?

Fulvius pâlit, et prenant Fabius à part, il lui dit à voix basse : " Pour parler vrai, il y a quelque chose comme cela."

—J'espère bien pourtant, continua Fabius, quelque peu étonné, j'espère bien que l'esclave noire ne vous a pas joué de ses tours ; je donnerais beaucoup pour qu'elle fût hors de chez moi. Mais plutôt, ajouta-t-il en riant, n'auriez-vous pas été ce soir là sous l'influence de quelque charme plus puissant ? J'y vois clair : j'ai remarqué que votre cœur n'est pas insensible aux attraits d'Agnès, de ma petite cousine.

Fulvius le regarda d'un air surpris, et après un silence d'un instant : " Et s'il en était ainsi, dit-il, ce serait tant pis pour moi, car je me suis fort bien aperçu que votre fille était décidée à m'empêcher de réussir.

—En vérité ? Dans ce cas, je comprends vos refus obstinés de revenir chez moi. Mais Fabiola est une sorte de philosophe ; elle n'entend rien à ces choses-là. Pour ma part, je voudrais bien qu'elle mit un peu ses livres de côté, et qu'elle songeat à s'établir elle-même, au lieu d'empêcher les autres de le faire. Du reste, j'ai à vous donner des nouvelles meilleures que vous ne le pensez. Agnès est aussi bien disposée en votre faveur que vous pouvez le désirer.

—Est-il possible ? Comment le savez-vous ?

—Eh ! bien, pour vous dire ce que je vous aurais déjà dit il y a longtemps, si vous n'aviez pas été si farouche avec moi, Agnès m'en a fait l'aveu le jour même.

—A vous ?

—A moi-même ; vos bijoux l'ont éblouie, et vous ont gagné son cœur. Elle me l'a dit, ou c'est tout comme : je sais qu'elle ne pouvait parler que de vous ; je suis certain qu'elle a voulu parler de vous.

Fulvius crut que Fabius voulait parler des bijoux dont il était toujours paré d'ordinaire, tandis que le patricien faisait allusion aux pierreries qu'il croyait qu'Agnès avait reçues. " Ho ! ho ! se dit Fulvius, la petite a été de facile conquête, malgré sa pruderie ! allons, voilà les honneurs et la fortune qui se présentent à moi : jouons serré et..." Fabius l'interrompit au milieu de ses douces pensées en lui disant : " Ainsi vous m'entendez ; vous n'avez qu'à presser hardiment votre victoire et, je vous le prédis, vous réussirez en dépit de Fabiola. Du reste, vous n'avez rien à redouter d'elle en ce moment. Elle est à la campagne avec ses femmes : les appartements qu'elle occupe sont fermés, et nous entrerons chez moi par la porte de service, pour nous rendre dans la plus agréable partie de ma demeure.

—Vous pouvez compter sur moi, pour ce soir, sans faute, dit Fulvius.

—Et vous m'amènerez votre ami Corvinus, ajouta Fabius en s'éloignant.

Nous passerons sous silence les détails du banquet du soir ; nous nous bornerons à dire que les vins les plus exquis y coulèrent en telle abondance que presque tous les convives ne tardèrent pas à être tous plus ou moins échauffés et excités. Fulvius seul avait conservé tout son sangfroid.

La conversation tomba sur les dernières nouvelles venues d'Orient. La destruction de l'église de Nicomédie avait été suivie d'incendies partiels qui avaient éclaté à plusieurs reprises dans le palais impérial. Il n'était pas douteux que l'empereur Galérius n'en fût lui-même l'auteur ; mais il en accusa les chrétiens, et par là il sut éveiller contre eux le ressentiment de Dioclétien qui, jusqu'à ce moment, avait toujours montré de la répugnance pour les persécutions. Tout le monde put prévoir, dès lors, qu'avant peu de temps, l'edit impérial qui ordonnait l'œuvre de destruction arriverait à Rome, et qu'il trouverait dans Maximien un exécuteur empressé.

Les convives se montrèrent en général très-disposés à donner aux chrétiens le coup de pied de l'âne, car pour déployer de la générosité en faveur de ceux que la voix publique honnit et condamne, il faut un courage trop héroïque pour être commun. Même les plus charitables d'entre les assistants trouvaient des motifs pour que les chrétiens fussent exceptés de toute bienveillance. L'un ne pouvait souffrir le mystère dont ils s'entouraient, l'autre était piqué des progrès qu'ils faisaient, disait-on ; celui-ci prétendait qu'ils étaient contraires à la gloire réelle de l'empire ; celui-là, qu'ils formaient dans l'Etat un élément étranger qu'il fallait éliminer à tout prix. On soutenait que leur doctrine était détestable—bien plus, que leurs pratiques étaient infames. Pendant tous ces débats,—si l'on peut nommer ainsi un entretien où les deux partis étaient du même avis,—Fulvius avait promené sur chacun des convives un regard soupçonneux, et venait de l'arrêter finalement sur Torquatus.

Le jeune homme gardait le silence, mais son visage rougissait et pâlissait tour à tour. Le vin lui avait donné un courage qu'un principe caché semblait seul retenir encore. Tantôt il serrait les poings, comprimait sa poitrine et se mordait les lèvres : tantôt il froissait son pain entre ses doigts crispés, tantôt il buvait d'un air distrait, une large coupe de vin.

—Tous ces chrétiens nous haïssent et nous massacreraient tous, s'ils le pouvaient, dit l'un des convives. Torquatus avança la tête, ouvrit la bouche et garda le silence.

—Nous massacrer ! je le crois bien. N'ont-ils pas incendié Rome sous Néron ? et en Asie, ne viennent-ils pas de mettre le feu au palais impérial, au-dessus de la tête de l'empereur ! ajouta un autre Torquatus se souleva sur sa couche, étendit la main comme pour répondre, puis la retira aussitôt

—Mais ce qui est infiniment plus répréhensible, c'est la doctrine antisociale qu'ils professent, ce sont les excès monstrueux auxquels ils se livrent : ils vont, à ce qu'on dit, jusqu'à adorer une tête d'âne, ajouta un troisième. Torquatus tressaillit, et se levant sur sa couche, avança le bras, lorsque Fulvius, par un adroit et perfide calcul, saisissant l'occasion, ajouta d'un ton d'amer sarcasme.

—Oui, ils égorgent un enfant à chacune de leurs réunions, puis ils dévorent sa chair et boivent son sang (1).

Le bras de Torquatus retomba sur table avec une violence telle que les amphores et les coupes s'entrechoquèrent du coup, tandis que d'une voix étranglée le jeune homme s'écriait : " C'est un mensonge ! un mensonge infame !"

—Comment le savez-vous ? demanda Fulvius de l'air le plus caressant.

—Parce que je suis chrétien moi-même, répondit Torquatus avec exaltation, et que je suis prêt à mourir pour ma foi.

Si la belle statue d'albâtre à tête de bronze qui remplissait une niche derrière la table, était tombée et se fût brisée sur les dalles de marbre de la salle, un tel accident n'aurait pas causé plus de surprise que ne le fit cette déclaration inattendue. Tous les assistants demeurèrent stupéfaits : puis après un long silence, chacun d'entreux laissa voir sur son visage les sentiments qui l'agitaient. Fabius, l'air embarrasse, semblait se dire qu'il avait exposé ses invités à se trouver en très-mauvaise compagnie. Calpunius, gonflé d'indignation, se croyait évidemment insulté pour avoir été mis en rapport avec un individu qui pouvait peut-être en savoir plus que lui sur la religion des chrétiens. Un jeune homme regardait Torquatus d'un air stupéfait, les yeux fixes, la bouche ouverte ; et un veillard à figure rebarbative cherchait à faire tomber sa colère sur une personne ou un objet quelconque, n'importe, pourvu qu'il le pût faire. Corvinus regardait le pauvre chrétien avec ce sourire de joie, moitié idiote, moitié sauvage, du rustre qui trouve au matin pris au piege l'animal qu'il guette depuis longtemps. Il avait donc enfin sous la main quelqu'un qu'il pouvait à son bon plaisir étendre sur les chevalets, ou jeter aux brasiers ardents. Mais l'expression du visage de Fulvius était plus effrayante que celle de tous les autres. Si jamais à l'aide du microscope, l'observateur a pu surprendre le regard qu'après une longue abstinence l'araignée jette sur une mouche qui gonflée du sang d'autrui, s'approche étourdiment de sa toile ; elle attentive, épie chaque mouvement des ailes de sa victime, calcule comment elle l'enveloppera le mieux du premier fil de sa trame, bien sûr d'avance d'assouvir sa faim sur cette riche proie ; ce regard, nous le croyons, et la meilleure image que nous puissions donner de la physionomie de Fulvius, comme elle l'est sans doute aussi des sentiments qui l'agitaient. Mettre la main sur un chrétien dont il pût faire un dénonciateur et un traître, avait toujours été son désir et son étude. Il en tenait un en ce moment, il en était sûr ; il ne s'agissait que de s'y prendre adroitement. Mais, dira-t-on, comment le savait-il ? C'est que Fulvius connaissait assez les chrétiens pour savoir qu'un fidèle véritablement digne de ce nom, ne serait ni livré aux excès du vin, ni vanté de son ardeur pour le martyre.

Les convives se séparèrent ; chacun d'eux s'éloigna prudemment du chrétien reconnu, comme on l'eût fait d'un pestiféré. Aussi se trouva-t-il bientôt seul et désolé. En ce moment, Fulvius, qui venait de glisser quelques mots à l'oreille de Fabius et Corvinus, s'approcha et lui pressant la main, lui dit avec affabilité : "Je crains d'avoir commis une indiscretion en vous faisant faire un aveu qui peut devenir dangereux pour vous!"

—Je ne crains rien, répondit Torquatus toujours exalté ; je resterai fidèle à ma foi jusqu'au bout.

—Cut, chut ! reprit Fulvius, les esclaves pourraient vous trahir. Allons dans une autre chambre où nous pourrons causer tranquillement ensemble.

En parlant ainsi, il le conduisit dans une salle meublée avec élégance, où Fabius avait eu soin de faire porter d'avance des coupes et des flacons du vin de Falerne le plus recherché, et tel que la mode romaine voulait qu'il fût, lorsqu'il s'agissait d'une *commissatio* ou partie de buveurs. Corvinus seul y entra avec eux sur l'invitation que Fulvius lui avait faite.

Sur une table magnifiquement incrustée se trouvaient des osselets et des dès. Fulvius, après avoir coup sur coup versé à Torquatus plusieurs coupes de vin, prit négligemment les dés et s'amusa à les faire rouler sur la table d'un air distrait, tout en causant d'objets indifférents. " Par Jupiter ! dit-il, quelle suite de mauvaises chances ! Il est heureux que je ne joue avec personne, car je serais ruiné. Voulez-vous essayer quelques coups, Torquatus ?"

Le jeu, nous croyons l'avoir fait entendre plus haut, avait déjà été funeste à Torquatus : c'était par suite d'une affaire de jeu qu'il avait été mis dans la prison d'où Sébastien l'avait tiré en le convertissant. Lorsqu'il prit les dés en main sans avoir l'intention de jouer,—il le croyait du moins — Fulvius attacha sur lui un regard semblable à celui du lynx guettant sa proie. Les yeux de Torquatus lançaient des éclairs; ses lèvres frémissaient, sa main était tremblante. A ces indices qu'en accompagnaient encore d'autres, tels que le balancement étudié de la main, le mouvement habile du poignet, le regard qui suit les dés roulant sur la table et suppute les points, à tout enfin Fulvius reconnut d'abord la violence de la tentation lorsqu'elle sollicite à en vice que l'on fuit et que l'on aime encore.

—Je crois que vous n'êtes guère plus habile que moi à cette ridicule occupation, dit-il d'un ton dégagé, mais je pense que Corvinus, que voici, vous offrira quelque chance de succès, pourvu que vous vous borniez à jouer très-petit jeu.

— Oh il faut que ce soit très petit jeu en effet — par récréation seulement — car j'ai renoncé au jeu.—Cependant, une fois que ....mais n'importe.

—Allons, jouons, dit Corvinus, que Fulvius avait mis au courant par un regard significatif.

Ils se mirent à jouer, et les premiers coups, de peu de valeur du reste furent gagnés par Torquatus. Fulvius le faisait boire de temps en temps et sa langue devenait de plus en plus déliée.

—Corvinus, Corvinus, dit-il comme cherchant à rappeler ses souvenirs, n'est-ce pas là le nom que Casianus a prononcé.

—Qui cela ! demanda son partenaire étonné.

—Oui c'est ce nom là, dit Torquatus comme en se parlant à lui-même—c'est bien Corvinus ; Corvinus le grossier, Corvinus le brutal. Est-ce vous, demanda-t-il en regardant son vis-à-vis, qui avez un jour battu ce cher enfant, le modèle des jeunes chrétiens ; Pancrace en un mot.

Corvinus allait s'abandonner à sa rage, mais Fulvius le retint d'un geste, et faisant une adroite diversion, dit à Torquatus :

Ce Cassianus que vous venez de nommer n'est-ce pas un maître d'école assez distingué ! Où demeure-t-il donc en ce moment ?

Fulvius savait que c'était là ce que son digne associé désirait connaître ; aussi cette question apaisa-t-elle Corvinus. Torquatus répondit :

—Il demeure, voyons—non ; ce serait le dénoncer. Non, je suis prêt à me laisser brûler, torturer, mettre à mort pour ma foi ; mais je ne trahirai personne,—non, n'y comptez pas.

—Donnez-moi votre place, Corvinus, dit Fulvius qui voyaient Torquatus prendre au jeu un intérêt de plus en plus vif. Le premier déployait assez d'adresse pour rendre son adversaire plus attentif et le forcer à se mettre sur ses gardes. Il jeta sur la table un enjeu plus considérable. Après quelques moments d'hésitation, Torquatus le tint et le gagna. Fulvius prit l'air piqué. Torquatus remit les deux enjeux sur un seul coup. Fulvius, à son tour, feignit d'hésiter, puis jeta enfin une somme égale qu'il perdit encore. Le jeu était devenu silencieux : chacun des deux gagnait et pardait tour à tour; mais Fulvius conservait constamment ses avantages en demeurant le plus calme et le plus de sang-froid des deux.

A un certain moment, Torquatus leva les yeux et tressaillit ; il croyait le vénérable Polycape se tenant derrière le siége de son adversaire : il se frotta les yeux et reconnut bientôt que c'était tout simplement Corvinus qui le couvait d'un regard ardent. Toute son adresse se tourna dès lors vers son jeu. La conscience était devenue muette la foi chancelait dans son cœur ; la grâce avait disparu, le démon de la convoitise, de la rapine, de l'improbité, de l'insouciance était revenu, ramenant à sa suite sept autres démons plus méchants que lui, qui s'emparèrent de nouveau de cette âme purifiée sans doute, mais si mal défendue, et dès qu'ils y furent rentrés, tout ce qu'elle contenait de bon et de saint avait disparu.

Enfin, exaspéré par des pertes et des libations réitérées, il devint furieux, et après avoir puisé à plusieurs reprises dans la lourde bourse que Fabiola lui avait donnée, il finit par jeter sur la table la bourse elle-même et le peu qu'elle contenait encore. Fulvius la prit froidement, l'ouvrit, la vida, compta l'argent qui s'y trouvait et plaça à côté une somme égale. Tous deux se préparèrent pour un coup décisif. Les osselets fatals roulèrent avec bruit : les regards avides des deux joueurs comptèrent les points. Fulvius tira froidement à lui l'argent qu'il gagnait. Torquatus laissa tomber sa tête sur la table, se cachant le visage de ses bras. Sur un signe de Fulvius, Corvinus quitta la salle.

Torquatus battait convulsivement le parquet avec son pied : tantôt il murmurait des menaces inarticulées, grinçait des dents, et gémissait ; tantôt il plongeait ses doigts dans sa chevelure et s'arrachait des poignées de cheveux. A ce moment, une voix lui dit tout bas à l'oreille : " Etes-vous chrétien ?" Lequel des sept esprits était-ce qui lui parlait ainsi ? à coup sûr le plus méchant de tous.

—Il n'y a plus d'espoir pour vous, continua la voix vous avez déshonoré vetre religion, et vous l'avez trahie.

—Non, non, murmura le malheureux au désespoir.

—Si fait ; dans votre ivresse, vous nous avez tous révélé : vous nous avez dit assez pour prendre à jamais impossible tout retour vers ceux que vous avez trahis.

—Va-t'en, va-t'en, cria d'une voix lamentable le pécheur dévoré de remords. Ils me pardonneront. Dieu....

—Silence ! ne prononcez pas ce nom ; vous êtes un homme déshonoré, un parjure, un être à jamais perdu. Vous voilà devenu mendiant, demain vous devrez aller implorer un morceau de pain de la pitié des passants. Vous êtes un proscrit, vous êtes un joueur prodigue et ruiné. Qui est-ce qui voudra vous regarder encore ? Seront-ce vos amis les chrétiens ? Non, certes. Et cependant vous *l'êtes*, chrétiens ; et pour ce nom, vous serez mort, livré aux supplices les plus atroces, et néanmoins, aucun de vos frères en religion ne ne vous vénèrera comme un martyr. Vous n'êtes qu'un hypocrite, Torquatus, et rien de plus.

—Quest-ce qui me torture ainsi ? s'écria celui-ci en levant la tête. Fulvius était là devant lui, les bras croisés. " Et quand bien même tout cela serait vrai, lui dit Torquatus, que vous importe à vous ? Qu'avez-vous à me dire encore ?"

—Beaucoup plus que vous ne pensez. Vous vous êtes trahi et livré à moi complètement. Je suis maître de votre argent—et il agita à ses yeux la bourse de Fabiola —Je le suis encore de votre secret, de votre vie. Je n'ai qu'à faire connaître a vos coréligionnaires ce que vous avez fait, ce que vous avez dit, ce que vous avez été cette nuit, et vous n'oserez plus regarder en face un seul d'entr'eux. Je n'ai qu'à lâcher sur vous " ce grossier, ce brutal" comme vous venez de le nommer, mais qui n'en est pas moins le fils du préfet de la cité—et nul autre que moi ne peut le retenir, après l'insulte que vous lui avez faite—et demain vous serez traîné au pied du tribunal de son père, pour y mourir au nom de cette religion que vous avez trahie et deshonorée. Et maintenant, êtes-vous encore si pressé, joueur ivre et chancelant sur vos jambes, êtes-vous si pressé de vous rendre au forum pour y représenter le christianisme devant le tribunal ?

Le malheureux n'avait pas le courage d'imiter le repentir de l'enfant prodigue, après l'avoir imité dans ses fautes. En lui l'espérance était éteinte, car il était retombé dans son péché capital, et la voix même des remords demeurait muette. Plongé dans ses réflexions, il en fut tiré par Fulvius qui lui demandait : " Eh ! bien, votre choix est-il fait ? Voulez-vous retourner parmi les chrétiens, ce soir, dans l'état où vous êtes, ou demain comparaître au tribunal ? Choisissez l'un de ces deux partis.

Torquatus leva sur lui des yeux éteints et d'une voix faible balbutia : " Ni l'un, ni l'autre."

—Alors, qu'allez-vous faire ? continua Fulvius en fascinant la victime de son regard de faucon.

—Tout ce que vous voudrez, dit Torquatus, pourvu que ce ne soit pas l'une de ces deux choses.

Fulvius vint s'assoir auprès de lui, et lui dit d'une voix douce et insinuante : Eh ! bien, Torquatus, écoutez-moi : faites ce que je vais vous dire, et tout peut se réparer. Vous aurez une demeure élégante, une table exquise, une toilette recherchée, et de l'argent pour jouer, de l'argent sans compter, si vous voulez suivre mes instructions.

—Quelles sont-elles ?

—Vous vous lèverez demain matin, tout comme à l'ordinaire ; vous reprendrez votre masque de chretien, et vous continuerez à voir vos amis, comme si de rien n'était ; mais vous répondrez à toutes mes questions, et vous me direz tout ce que je voudrai savoir.

Torquatus murmura : " Mais enfin .... c'est trahir !...

—Nommez-le comme il vous plaira, mais c'est cela ou la mort. Oui, la mort, celle qui vient lente et pas à pas. J'entend, dans la cour, Corvinus qui trépigne d'impatience. Vite ! ..que choisissez-vous ?

—Oh ! pas la mort !..grâce ! grâce !... tout ce que vous voudriez, mais pas la mort !

Fulvius sortit et trouva en effet son digne ami, ivre de colère et de vin ; il eut beaucoup de peine à le calmer. Furieux de la nouvelle injure qu'il venait d'essuyer, il avait presque oublié Cassianus, mais toutes ses vieilles haines venaient de se rallumer, et il brûlait du désir de se venger. Fulvius lui promit de découvrir la demeure du maître d'école, et cette promesse put seule suspendre l'exécution de quelque violence immédiate de la part du rancunier Corvinus.

Fulvius l'ayant renvoyé chez lui plus calme, mais grommelant encore, revint trouver Torquatus, qu'il voulait accompagner afin de connaître sa demeure. Dès qu'il avait eu quitté la salle, sa victime, se levant de sa chaise, avait essayé, en se promenant à grands pas, de calmer le trouble de ses sens et de reprendre possession de lui-même. Mais ce fut en vain ; la tête lui tournait, par suite tant de l'ivresse que de la scène qui venait d'avoir lieu. Les murs semblaient tourner autour de lui, le sol se soulevait sous ses pas ; il avait des nausées, et son cœur battait si fort qu'on aurait pu en compter les pulsations. La honte et le remords, le mépris et la haine pour ses séducteurs et pour lui-même, l'isolement qui l'attendait, le désespoir qui accompagne la réprobation, toutes ces images, semblables à des vagues noires et houleuses, envahissaient son ame les unes après les autres, se succédant sans relâche. Incapable de se tenir debout plus longtemps, il se jeta sur une couche de soie et cachant son front brûlant dans ses mains glacées, il se prit à pleurer. Mais le sol et les murs continuaient à tourner autour de lui, et un mugissement sourd ne cessait de résonner à ses oreilles.

Fulvius le trouva dans cet état et lui toucha l'épaule. Torquatus tressaillit et s'écria d'un air égaré : " O Dieu ! serait-ce donc le gouffre de Charybde ?"

(1) Telle était l'idée que les païens se faisaient de la sainte Eucharistie.

Assemblée Législative.

DEBATS RAPPORTÉS POUR " LA MINERVE."

Séance de lundi, 20 avril.

MAISON DE TRINITÉ DE MONTRÉAL.

Après les affaires de routine, M. Jobin propose que la chambre se forme en comité général pour considérer une résolution tendant à amender l'acte concernant la Maison de Trinité de Montréal, et pour faire de nouvelles dispositions relatives aux pilots.

La chambre se forme en comité et adopte des résolutions qui sont rapportées et agréées et M. Jobin introduit un bill basé sur ces résolutions.

M. l'Orateur met devant la chambre, états généraux des baptêmes, mariages et sépultures, dans les districts de Québec et des Trois-Rivières, pour l'année 1856.

Aussi, réponse aux ordres de la chambre des 26 et 30 mars, pour copie des contrats passés par Gzowski et cie., pour la construction du chemin de fer de Toronto à Sarnia, et autres documents, et la correspondance au sujet de l'interruption des travaux, échangée entre la dite maison ou aucun de ses membres, et le bureau du Canada ou de Londres.

Quarante-deux pétitions sont présentées et mises sur la table.

Sur motion de M. Jobin la chambre se forme en comité général relativement à la Maison de la Trinité de Montréal, et les résolutions suivantes sont rapportées et adoptée :—

Résolu, 1o. Que sur les neufs syndics mentionnés en la 3e section de l'acte intitulé : " Acte pour abroger un certain acte " et une ordonnance y mentionnés, concer" nant la Maison de la Trinité de Montréal, " et pour en amender et refondre les dispo" sitions," l'un devra toujours être un pilote licencié ayant pratiqué pendant au moins dix ans.

2o. Que le taux de pilotage entre Québec et Montréal sera dans les proportions suivantes :

Tonnage—75 à 100 tonnes, £7 10 0 montant à la voile ; £3 10 0 montant à la remorque ; £5 0 0 descendant à la voile ; £2 10 0 descendant à la remorque ; 200 tonnes, £11 montant à la voile ; £5 10 montant à la remorque ; £7 10 descendant à la voile ; £3 15 descendant à la remorque ; 250 tonnes, £13 montant à la voile ; £6 10 montant à la remorque ; £8 15 descendant à la voile ; £4 7 6 descendant à la remorque ; 400 tonnes, £18 montant à la voile ; £9 montant à la remorque ; £10 15 descendant à la voile ; £5 7 6 descendant à la remorque ; 600 tonnes, £20 montant à la voile, £10 montant à la remorque ; £13 6 8 descendant à la voile ; £6 13 4 descendant à la remorque ; 800 tonnes, £22 montant à la voile ; £11 montant à la remorque ; £14 13 8 descendant à la voile ; £7 6 10 descendant à la remorque ; 1000 tonnes, £24 montant à la voile ; £12 montant à la remorque ; £16 descendant à la voile ; £8 descendant à la remorque.

3o. Que chaque fois qu'un navire sera remorqué par un bâtiment à vapeur, le pilote n'aura droit qu'à la moitié seulement des taux plus haut prescrits.

4o. Qu'un pilote une fois engagé sera payé—excepté dans les cas où le capitaine du navire fera des plaintes contre lui, et qu'il en établira la preuve contre le pilote.

5o. Qu'appel sera accordé aux pilotes lorsqu'ils seront condamnés à une amende excédant £5.

6o. Que tout pilote retenu parce qu'un navire aura à décharger de la poudre, recevra une indemnité de 15s. courant pour chaque jour de détention en sus du taux de pilotage.

M. Jobin introduit alors un bill pour amender un acte intitulé : " Acte pour abroger un certain acte et une ordonnance y mentionnée, concernant la Maison de la Trinité de Montréal, et pour en amender et refondre les dispositions," et pour établir d'autres dispositions concernant les pilotes ; seconde lecture d'hui en huit jours.

Pour :—MM. Aikins, Bell, Bellingham, Biggar, Bourassa, Brown, Bureau, Chaffers, Christie, Chs. Daoust, Darche, Desaulniers, DeWitt, Jean B. E. Dorion, Antoine A. A. Dorion, Evanturel. Fellowes, Felton, Fergusson, Ferrie, Frazer, Galt, Hartman, Holton, Huot, Jobin, Roderick Macdonald, Mackenzie, Marchildon, Papin, Patrick, Prévost, Rhodes, Scatcherd, Simard et Thibeaudeau—36.

Contre :—MM. Baby, Benjamin, Bowes, Brodeur, Cameron, le procureur-général Cartier, Cauchon, Cayley, Chapais, Chisolm, Church, Conger, Cook, Crysler, Jean B. Daoust, Dionne, Dostaler, Ferres, Thomas Fortier, Octave C. Fortier, Fournier, Gill, Guèvremont, Labelle, Laporte, Larwill, Le-Boutillier, Lemieux, Loranger, Lumsden, Macbeth, le procureur-général Macdonald, McCann, Masson, Meagher, Merritt, Jos. C. Morrisson, Angus Morrison, Niles, Pouliot, Powell, Price, Rankin, Robinson, le solliciteur-général Ross, James Ross, Shaw, le solliciteur-général Smith, Spence et Whitney—51.

ÉDUCATION DANS LE BAS-CANADA.

M. Felton demande au ministère, si c'est l'intention du gouvernement durant la session actuelle, d'augmenter l'allocation du fonds des écoles communes, ou autrement de favoriser davantage la cause de l'éducation primaire dans le Bas-Canada.

M. J. A. Macdonald répond que oui.

TERRES DE LA COURONNE DANS LE BAS-CANADA.

M. Felton demande au ministère, si le gouvernement se propose de présenter, durant la session actuelle, quelque mesure à l'effet de rendre les terres de la couronne, situées dans les limites des corporations municipales, imposables pour une part de la taxation en faveur des objets municipaux et des écoles communes.

L'hon. J. A. Macdonald répond que non.

BILLS INTRODUITS.

Plusieurs bills privés sont introduits—entr'autres un bill pour amender l'acte d'incorporation, des ministres et syndics de l'église St. Andrew, à Montréal, par M. Holton,—et un bill pour incorporer la ville de St. Hyacinthe, par M. A. A. Dorion.

RÉUNION DU PARLEMENT.

M. Felton propose que la chambre se forme en comité général, pour prendre en considération la résolution suivante :

Que cette chambre est d'opinion qu'il serait plus avantageux pour les membres de la législature et pour les affaires publiques, que les corps législatifs fussent à l'avenir réunis à des époques qui ne seraient pas plus reculées que le 10 janvier de chaque année.

M. Felton dit que les hommes d'affaires, et les agriculteurs surtout, souffrent des in-

convénients considérables par la réunion des chambres à la fin de février, car ils sont obligés de négliger leurs affaires et leurs travaux, dans un temps où leur présence est plus particulièrement requise, pour assister aux séances de la chambre. Si les chambres étaient convoquées au commencement de janvier, la session finirait deux mois plus tôt qu'elle en finira cette année, et personne n'en souffrirait.

L'hon. J. A. Macdonald s'oppose à la motion. Il pense que le 10 janvier est trop tôt, parce que les comptes publics étant faits jusqu'au 31 décembre, il serait impossible de les présenter à la chambre au commencement de la session. En même temps il doit que le 26 février est une époque trop reculée pour réunir les chambres; la dernière semaine de janvier ou la première de février serait plus convenable; et dorénavant, à moins de circonstances extraordinaires, les chambres seront convoquées à cette époque.

M. Robinson voudrait que la réunion des chambres, de même que l'époque des élections générales, fussent fixées par une loi comme M. Brown en a proposé une l'année dernière. Il pense qu'on pourrait fixer le 10 janvier pour la réunion des chambres, en changeant la fin de l'année fiscale de manière à pouvoir préparer les comptes publics pour cette époque.

M. Brown est en faveur de la motion, parce que cela donnera plus de régularité aux affaires. Aujourd'hui, la chambre siège depuis deux mois, et il n'a encore presque été rien fait. L'opposition n'a pas retardé la marche des affaires, et cependant elles ne pourront être terminées avant la fin de juin, et alors il n'y aura presque plus de membres qui assisteront aux séances.

L'hon. M. Cartier dit que ce serait empiéter sur les prérogatives de la couronne que de passer un bill pour fixer l'époque de la réunion des chambres; de plus, cela interviendrait avec le pouvoir de dissolution des chambres que possède le gouverneur. Aux Etats-Unis la réunion des chambres et l'époque des élections sont fixées par la loi, parce que le gouvernement n'a pas le pouvoir de les dissoudre, et que chaque parlement doit durer le temps pour lequel il a été élu. Mais ici, si un gouvernement était renversé au commencement d'une session, et qu'il en appelât au peuple, il faudrait qu'il attende l'époque des élections—si cette époque était fixée par la loi—et ensuite l'époque de la réunion des chambres, c'est-à-dire pendant douze mois, avant de connaître l'expression de l'opinion du pays sur son compte. Par ce moyen il y aurait des années où il n'y aurait pas de session du parlement—ce qui serait contraire à la constitution. On voit donc qu'avec notre forme de gouvernement ce système est impraticable.

Après quelque discussion, l'hon. J. A. Macdonald dit qu'il n'a aucune objection de promettre de convoquer les chambres à la fin de janvier ou au commencement de février, mais il pense qu'il ne serait pas sage, avec notre forme de gouvernement, de déterminer par une loi l'époque de leur réunion.

M. Felton dit qu'il n'a aucune objection à changer sa motion et mettre une date à la fin de janvier au lieu du 10; mais il veut que l'époque soit fixée.

M. Patrick propose alors en amendement que les chambres devront être convoquées pas plus tard que le dernier mercredi de janvier.

L'amendement étant mis aux voix il est rejeté—Pour, 36; contre, 51.

La motion principale est aussi rejetée sur la même division.

CHEMIN DE FER DE TORONTO ET SARNIA.

M. Belligham propose qu'un comité soit nommé un comité soit nommé pour s'enquérir des causes qui ont empêché l'accomplissement du contrat pour construire le chemin de fer de Toronto et Sarnia, entrepris par MM. Gzowski et Cie., quel est le montant des travaux qu'ils ont faits—quel montant de deniers ils ont reçu à compte du contrat—quel est le montant des travaux qui restent encore à faire—par quelle autorité (s'il y en a) ils ont été déliés de leur engagements (s'ils le sont)—quelle quantité de terre connue sous le nom de réserve militaire de Sarnia, ils ont acquise du département de l'artillerie ou des officiers respectifs—quel prix ils ont payé—sous la recommandation de qui le bureau des officiers respectifs a consenti un titre à Gzowski et Cie.,—et généralement pour recueillir tous les renseignements se rattachant aux transactions indiquées.

M. Bureau dit qu'il votera contre cette motion, parce que l'enquête qui y est demandée n'est que partielle, tandis que M. Brown a un avis de motion sur l'ordre du jour pour faire faire une enquête générale sur toutes les affaires de la compagnie du Grand Tronc et par conséquent celle que demande M. Bellingham s'y trouvera comprise.

M. Belligham dit que dans ce cas, si une enquête générale doit être faite, il n'a aucune objection à retirer sa motion.

Après quelques mots de M. Holton, la motion est retirée.

AMÉLIORATION DES TERRES INCULTES.

M. Mackenzie propose de declarer que cette chambre ne peut condamner trop sévèrement la coutume de voter, d'année en année, à même le revenu provenant de la taxe publique, des sommes considérables d'argent qui sont remises aux partisans de personnes en office, sous le prétexte d'améliorer des terres incultes, mais sans définir ni mentionner quelles sont ces terres incultes qui doivent être améliorées; —Que cette pratique tend à détruire l'indépendance de la législature et s'oppose au libre exercice de la franchise élective.

L'hon. J. A. Macdonald dit que si la motion était basée sur des faits, il ne s'y opposerait pas, mais tel n'est pas le cas. Aucun argent n'a été donné pour les fins qui sont mentionnées dans la résolution. Il explique que les fonds qui se sont accumulés depuis la passation de l'acte des terres en 1853, et qui s'élèvent maintenant à £40,000, sont dépensées dans différents comtés. Il dit que presque toutes les terres ouvertes à la colonisation au moyen du fonds de colonisation sont maintenant prises et en voie de défrichement: l'argent a été dépensé sans égard aux amis ou ennemis, et le gouvernement se propose de demander une nouvelle somme pour le même objet, pour la dépense de laquelle il se tiendra complètement responsable envers la chambre et le pays. Un état complet et détaillé sera soumis à la chambre de tous les argents dépensés pour l'ouverture des terres incultes. Il pense qu'aucune partie de la politique du gouvernement ne sera plus populaire que celle relative à l'ouverture de chemins pour les immigrants et les défricheurs.

M. Brown dit que M. Mackenzie aurait dû supporter sa motion par des faits particuliers. Le gouvernement a soumis un état des dépenses du fonds de colonisation pendant une certaine période, et il promet un état jusqu'à ce jour. Sous ces circonstances il pense que M. Mackenzie ferait mieux de retirer sa motion. Il n'y a aucun doute que cette pratique de voter de grandes sommes d'argent peut tendre à la corruption, et il est certain que la chose a eu lieu en 1854; mais depuis on n'en a pas eu de preuves, et M. Mackenzie devrait pouvoir en donner à l'appui de sa motion.

L'hon. M. Cauchon dit qu'on n'a pas encore parlé de la manière dont cet argent a été dépensé dans le Bas-Canada. Dans le Haut-Canada, un cinquième du revenu des terres de la couronne, et un quart des terres des réserves du clergé, doivent être dépensés dans les comtés où ces terres sont situées; et depuis il a été décidé que l'argent ne serait pas dépensé dans les comtés, mais dans les townships. Un rapport complet sera soumis cette semaine à la chambre, et les membres pourront juger par eux-mêmes. Quant au Bas-Canada, il en est fait un rapport chaque année, et on les trouvera dans son rapport qu'il a soumis à la chambre. L'argent n'est pas voté pour les comtés riches, mais pour ouvrir des chemins dans les nouveaux endroits où l'on ne peut pas en avoir autrement. Il a été dépensé sur de grandes lignes, comme le chemin d'Opéinaga; qui a 100 milles de long, et qui ouvre une communication entre les établissements de l'Ottawa et ceux de la Baie Georgienne. Dans le Bas-Canada on a ouvert, avec cet argent, le grand chemin du St. Maurice, où déjà 600 familles sont établies. La même chose a été faite dans les terres en arrière de Rimouski, qui étaient excellentes, mais sans aucun moyen de communications. La même chose a été faite dans les comtés de St. Jean et de Compton, et il voudrait savoir comment le gouvernement peut-être accusé de corruption dans ces comtés, qui sont représentés par des membres de l'opposition. Les sommes votées sont bien peu, et le gouvernement est obligé de les distribuer avec beaucoup de soin; cependant jusqu'à présent les résultats ont été très-satisfaints. Dans certaisans cas, il a été donné de légères sommes à des municipalités, à condition qu'elles en fourniraient d'autres, et dans ces cas aussi les résultats ont été satisfaisants. Jusqu'à présent il n'y a pas eu une seule plainte contre la manière dont l'argent a été dépensé.

M. A. A. Dorion dit que le fonds de colonisation avait été distribué par sommes et d'une manière qui ne pouvait être utiles à aucune partie des terres publiques. Il a été approprié pour ouvrir de grands chemins, mais cela même a été fait d'une manière très-partiale envers les amis du gouvernement. Cela est évident par le rapport officiel du commissaire des terres lui-même pour 1855.

M. Cauchon dit qu'avec l'argent voté l'année dernière, le gouvernement a ouvert 180 milles de chemin. Il est donc très-inexact de dire que cet argent a été employé pour corrompre les membres de la chambre.

M. Dorion n'a rien dit de semblable. Il a seulement dit que l'argent avait été dépensé dans les comtés représentés par les amis du gouvernement, afin de leur donner plus d'influence et de popularité, mais non pas pour acheter leurs votes.

Après quelques mots de MM. Merritt, Roblin, Conger, et autres, M. Mackenzie retire sa motion.

ADULTERE ET SÉDUCTION.

Sur motion de M. Cameron, la seconde lecture du bill pour amender la loi relative à l'adultère et à la séduction, est fixée à jeudi.

VOTE AU SCRUTIN.

M. Mackenzie propose qu'il soit nommé un comité spécial de sept membres, avec instruction de préparer et rapporter un bill pour l'introduction du vote au scrutin dans toutes les élections des membres du conseil législatif et de l'assemblée législative dans le Haut et le Bas-Canada.

Il dit qu'en 1855, le vote au scrutin fut adopté par cette chambre, mais, rejeté ensuite par le conseil législatif. Le principe est bon, et il tend au maintien de l'ordre, de la paix, à la régularité des élections et au bon gouvernement. Selon toute apparence il est bien probable qu'il sera adopté en Angleterre. Tous les grands collèges électoraux se sont prononcés en faveur de ce système, et il a donné entière satisfaction partout où il a été adopté.

L'hon. M. Cartier dit qu'il est opposé au système du vote au scrutin. Il a toujours été d'opinion que l'électeur devait être responsable de son vote, non seulement à cause du privilège dont il jouit, mais encore à cause de l'exemple qu'il doit donner à ses concitoyens. Aux Etats-Unis, et principalement à Boston, New-York, Philadelphie, et dans la Californie, on a cru que le vote au scrutin était inefficace pour empêcher la corruption et la violence aux élections, et dans la Virginie, qui a donné naissance à quelques uns des plus grands hommes de l'Union, il n'a jamais été adopté. De fait, dans plusieurs parties des Etats-Unis, la portion respectable des citoyens désire l'abolition du système, parce que les élections se trouvent contrôlées par la canaille. Il cite à l'appui de cet avancé ce qui se passe lors des élections qui se font à New-York, où les citoyens paisibles et repectables n'osent pas approcher des polls ni donner leurs votes. Il pense que cela devrait être suffisant pour empêcher l'adoption de ce système ici.

M. DeWitt dit qu'il n'y a pas seulement dans les endroits où l'on vote au scrutin qu'il s'élève des émeutes en Canada il y en a assez lors des élections pour qu'on n'ait pas besoin d'aller chercher des exemples aux Etats-Unis. S'il y a des émeutes dans les grands centres de population aux Etats-Unis, en revanche il y a des milliers d'endroits où l'on vote au scrutin et où il n'y a pas le moindre trouble lors des élections.

M. A. A. Dorion dit qu'en entendant M. Cartier, on serait porté à croire qu'aux Etats-Unis il n'y a que la canaille qui s'occupe de politique; mais tel n'est pas le cas, et les hommes de la Virginie cités par M. Cartier ont été élus par le scrutin. Le président lui-même est élu au scrutin, par les électeurs au second degré, comme ici l'orateur est élu par les délégués du peuple. Il a parlé d'émeutes lors des élections; mais est-ce qu'il n'y en a pas aux nôtres! A Montréal, on a demandé le vote au scrutin pour les élections municipales afin de se débarrasser de la canaille. Peut-il prétendre qu'en abolissant ce système il n'y aurait pas d'émeutes aux élections! L'expérience du passé est là pour prouver le contraire. Dans la ville de Montréal, on vote au scrutin, quoique ce ne soit pas avec des boules, et un homme peut voter sans que personne sache pour qui il vote—et cela est évidemment un moyen d'empêcher les émeutes et les violences contre les électeurs. Il est vrai qu'on peut ensuite connaître de quelle manière chaque électeur a voté, mais ce n'est que lorsque l'élection est terminée et quand l'excitation du moment est calmée. Autrefois toutes les élections étaient accompagnées d'émeutes, et les citoyens paisibles refusaient d'aller voter—et c'est alors qu'on a demandé le vote au scrutin. En 1843 M. Morin introduisit un bill à cet effet; mais ayant remplacé sir Allan McNab au fauteuil de cette chambre, il abandonna son bill à M. Leslie. C'est alors que M. LaFontaine proposa un autre mode, qui était de diviser la ville de Montréal en plusieurs districts électoraux. Mais les mêmes scènes se renouvelèrent, parce que les émeutiers se transportaient d'un quartier à l'autre et contrôlaient encore les élections. Il y a deux ans on a rappelé cette loi, et celle qui régit aujourd'hui les élections municipales fut adoptée. Par ce moyen tous les citoyens peuvent voter sans qu'il y ait aucune émeute. Il pense que ce moyen pourrait être encore amélioré; mais il est de beaucoup préférable au vote *viva voce*. S'il y a des émeutes dans les grandes villes, c'est parce qu'il s'y trouve toujours des gens qui cherchent à gagner de l'argent en s'enrôlant en faveur d'un candidat qui les paie, et qui cherchent les occasions de troubles. C'est pour remédier à ces abus qu'on a demandé le vote au scrutin dans les villes. Ce qui peut faire voir la supériorité du vote au scrutin, c'est que par ce moyen, aucun voteur n'est empêché de voter, tandis que beaucoup le sont par le système actuel. Il est donc en faveur du vote au scrutin pour les élections des représentants; mais qu'on accorde seulement le mode adopté pour les élections municipales à Montréal, et il sera satisfait.

M. Evanturel dit que c'est la première fois que la question se présente depuis qu'il est en chambre, et il doit en profiter pour exprimer son opinion. Il vient d'assister à l'élection qui a eu lieu à Québec, et en voyant les émeutes qvi ont eu lieu, il a compris qu'il devait se déclarer en faveur d'un système qui peut empêcher ces émeutes de se renouveler, et il croit que le vote au scrutin est celui qui y parviendra le mieux. Il doit donc se déclarer en faveur de ce système. Il est en faveur de la nomination d'un comité tel que M. Mackenzie le propose, qui rapporterait un bill qui répondrait aux désirs de la majorité des habitants de la province. Il peut dire que tous les citoyens de Québec sont en faveur du vote au scrutin, afin d'éviter le renouvellement des scènes qui ont eu lieu durant la dernière élection. Il était inutile d'aller chercher des faits aux Etats-Unis; il suffisait de regarder ce qui s'est passé a Québec pour se convaincre que le mode de votation *viva voce* n'était pas le plus sur pour les électeurs et ne leur procure pas le plus de liberté d'action. Avec ce mode, non seulement les électeurs sont intimidés avant leur vote, mais encore ils sont maltraités après leur vote, et il en a vu qui ont été plongés dans l'eau parce qu'ils avaient voté en faveur d'un candidat plutôt que d'un autre. Il doit dire aussi qu'un grand nombre de citoyens n'ont pas pu voter parceque les autorités de la ville ne les protégeaient pas assez. Le vote au scrutin aurait remédié à cela, et il votera volontiers en faveur de la proposition. Il voudrait aussi voir adopter le mode d'enregistrement des voteurs, afin d'empêcher que les mêmes personnes votent plusieurs fois, comme la chose arrive si souvent. Il espère que le gouvernement ne s'opposera pas à la motion, et qu'une loi sera adoptée immédiatement pour établir le vote au scrutin et l'enregistrement des voteurs. Il dit immédiatement parce qu'on ne sait pas ce qui peut arriver, et on pourrait bien avoir des élections générales plus tôt qu'on ne le pense. (Ecoutez! écoutez!)

L'hon. M. Cauchon dit que généralement les grands remèdes proposés pour les grands maux sociaux ne valent rien, et on en voit une nouvelle preuve aujourd'hui. Le vote au scrutin n'est pas un moyen de prévenir les émeutes, parce qu'on sait toujours, d'une manière ou d'une autre, dans quel sens un homme va voter à une élection. Avec le système de cabale qui se pratique aux élections, on sait toujours comment l'électeur va voter, parce qu'il est amené par les cabaleurs de l'un ou l'autre des candidats, et qu'il doit voter pour ce candidat. Même avec le scrutin, le résultat, sous ce rapport, serait toujours le même qu'aujourd'hui. Dans les élections municipales, ce n'est pas le mode de votation qui empêche les troubles, mais c'est le temps donné aux électeurs pour voter, car ces élections durent de huit à quinze jours. Aujourd'hui, il n'y a plus de violences aux élections générales comme il y en avait autrefois, et ce n'est certes pas le vote au scrutin qui les empêche, puisqu'il n'existe pas. Le vote au scrutin n'empêche pas la corruption, mais au contraire il suggère les moyens à cause du secret dont le vote est entouré. Il est possible que par l'enregistrement des voteurs on puisse améliorer le système actuel et empêcher les faux voteurs de voter ou de voter plusieurs fois; mais le temps n'est pas encore arrivé où l'on doive l'adopter. Le manque d'habitude dans les municipalités empêcherait le fonctionnement régulier de l'euregistrement, et il faudrait des officiers payés pour le faire fonctionner—ce qui serait un nouvel obstacle. Dans quelques années on pourra peut être l'adopter, mais pas à présent. Durant la dernière élection de Québec, il croit qu'il n'y a pas moins de mille voix qui ont été frauduleusement enregistrées aux polls; l'enregistrement aurait remédié à cela,—mais il faut attendre que tout le pays soit prêt à recevoir le système.

M. Marchildon dit que M. Cauchon vient de donner des raisons qui ne sont pas les mêmes que celles qu'il donnait lorsque M. Papineau présenta un bill pour établir le vote au scrutin. Il disait alors que par le vote au scrutin les voteurs pourraient voler le candidat en lui demandant $10 pour un vote, et quand il les aurait, il voterait pour un autre de son choix. C'est là la véritable raison qui l'empêche d'adopter ce système. Pour lui (M. M.) il ne peut pas partager ces raisons, et il est en faveur du vote au scrutin. « Un voleur qui en vole un autre, le diable en rit.» Celui qui ose donner de l'argent pour faire voter en sa faveur mérite d'être volé de cette manière. Ce qui empêche les émeutes aux élections, ce n'est pas le système actuel, mais c'est lorsqu'un parti est beaucoup plus fort que l'autre. Quand les deux partis sont de force égale, il s'ensuit des batailles et des meurtres. Dans son comté, il n'y a pas eu d'émeutes lors des dernières élections, parce qu'il (M. M.) était extrêmement populaire: il avait la confiance de 90 électeurs sur 100 Et si les livres de poll n'ont pas montré ce résultat c'est parce qu'on a exercé une grande corruption contre lui. Il a donc les raisons les plus sincères, les mieux fondées et les plus morales (*rires*) pour voter en faveur du vote au scrutin.

M. Simard pense que le gouvernement ne devrait pas s'opposer à la nomination du comité. Il est convaincu que l'enregistrement des voteurs et le vote au scrutin sont indispensables si on veut avoir l'expression véritable de l'opinion publique. Il faut l'enregistrement pour empêcher les votes frauduleux, et le scrutin pour empêcher la violence. Les scènes dont il a été témoin à Québec ces jours derniers l'en ont convaincu d'avantage, car un grand nombre de citoyens n'ont pu voter, et M. Evanturel lui-même a été frappé. Il votera donc en faveur de la motion.

M. Brown est opposé au vote au scrutin parce qu'il veut que chaque électeur ait le courage de son vote. Il ne pense pas qu'il y ait beaucoup de personnes qui ne peuvent voter par crainte de violence sous le système actuel, et il votera contre la motion.

La motion de M. Mackenzie est alors mise aux voix et rejetée.—Pour, 27; contre, 40.

Et à minuit et quart la chambre s'ajourne.

Séance de mardi, 21 avril 1857.

L'hon. M. Lemieux présente un bill pour étendre les brevets d'invention octroyés pour l'une des sections de la province, aux deux sections d'icelle à certaines conditions;

Sur motion de l'hon. M. Lemieux, la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour autoriser la compagnie d'entrepôt, hâvre, docks et quais de Québec Sud à percevoir des péages;

L'hon. M. Cayley introduit un bill, pour amender les actes relatifs à la compagnie du grand tronc de chemin de fer du Canada, de manière à assurer l'achèvement de ses travaux, et pour d'autres fins; seconde lecture, vendredi prochain.

M. Prévost introduit les bills suivants:—

Bill pour autoriser les ventes par encan dans les districts de la campagne;

Bill relatif à l'organisation de la profession de notaire;

Bill relatif aux bureaux d'enregistrement du Bas-Canada;

Bill pour refondre les diverses lois relatives aux abus préjudiciables à l'agriculture;

Bill pour régler les honoraires des greffiers des juges de paix;

Bill pour construire un aqueduc dans le village de Terrebonne;

Bill pour étendre les dispositions de l'acte du fonds d'emprunt municipal à certaines améliorations locales;

M. Holton présente un bill pour amender l'acte qui règle l'inspection du bœuf et du lard;

La chambre reprend les débats ajournés sur la motion de l'hon. proc.-gén. Cartier,—Que le bill pour amender les lois de judicature du Bas-Canada soit maintenant lu pour la seconde fois; la dite motion est adoptée, et le bill est lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité général pour vendredi prochain.

M. Brown propose pour amendement que le dit bill ne soit pas maintenant lu pour la seconde fois, mais qu'il soit nommé un comité de sept membres pour s'enquérir et faire rapport quant à la possibilité de codifier les lois du Haut et du Bas-Canada d'après un système qui puisse s'adapter à toute la province:—rejeté sur division.

La motion principale est alors adoptée, et le bill est lu une seconde fois et renvoyé a un comité général pour vendredi prochain.

Sur motion de M. le proc.-gén. Cartier, la chambre prend en considération la question de la seconde lecture du bill pour amender les actes de judicature dans le Bas-Canada.

M. Cartier continue l'explication de son bill commencée vendredi prochain. Il dit que tous ceux qui ont quelque pratique des cours, soit comme avocats ou comme justifiables, doivent être convaincus des défectuosités du système actuel d'enquêtes. Les témoins sont examinés par deux avocats, qui les retiennent prisonniers pendant plusieurs jours, et bien souvent, quand on a noirci 4,000 pages de papier, l'enquête ne produit qu'un témoignage négatif, parce que les avocats posent au témoin une foule de questions qui ne sont pas pertinentes, et les réponses du témoin se réduisent à prouver qu'il ne sait rien des faits sur lesquels on l'interroge. Pour remédier à cela, il propose que chaque témoin sera interrogé en presence d'un juge, qui lui fera toutes les questions pertinentes au point de la contestation, et le greffier en prendra note; lorsque l'enquête sera terminée de cette façon, le témoignage sera lu au témoin, qui le signera, et cela constituera son témoignage. Les admissions de vives voix faites par le témoin pourront aussi être enregistrées, et faire partie de la preuve. Par ce système on épargnera beaucoup de troubles aux avocats et aux juges, et les affaires s'expédieront beaucoup plus promptement. Ce système est plus sûr pour les plaideurs que celui que l'on suit à la Nouvelle-Orléans, où le juge reprend des notes des témoignages que dans les causes appelables; et pour les autres il est obligé de s'en rapporter à sa mémoire. Par son système les témoignages pris en cours inférieure pourront être soumis à la cour d'appel tels qu'ils ont été pris, et cela est une sécurité pour le plaideur. Pour obvier à l'indolence et à la paresse de certains avocats, qui sont quelquefois disposés à faire une admission en faveur de leur adversaire, mais qui ne la font pas pour s'éviter le trouble de l'écrire,—il propose que le juge pourra recevoir l'admission verbales des avocats et en prendre note. Il propose aussi qu'il n'y ait pas de procès par jury pour les causes au-dessus de £50.—Le bill contient aussi une disposition relativement à l'articulation des faits. Afin encore d'abréger le système d'enquête, il propose que dans les deux jours qui suivront toute contestation liée sur laquelle la preuve devra être produite, chaque partie devra donner à la partie adverse avis des faits qu'elle veut prouver; et si l'adversaire ne répond pas dans les trois jours qui suivront, ces faits seront tenus pour avérés et admis. Si ensuite l'adversaire nie quelques uns de ces faits et qu'ils soient prouvés, les frais de la preuve retomberont sur la partie qui aura nié, quelle que soit d'ailleurs l'issue du procès. Si une partie omet de modifier un fait qu'elle veut prouver, les frais de la preuve retomberont sur cette partie. Ce système a un avantage sur celui du système français, en ce qu'il laisse à l'avocat toute la responsabilité des faits à prouver, tandis qu'en France cette responsabilité retombe sur le juge présidant à l'enquête. M. Cartier cite Taillandier, sur la procédure civile dans le canton de Genève, à l'appui de son système, qui doit épargner une masse d'écriture, puisque les parties seront obligées de s'expliquer catégoriquement sur les faits à prouver. C'est une amélioration sur le code Napoléon qu'on a fait à Genève en 1835. La trop grande quantité de témoignages inutiles recueillis aujourd'hui dans les enquêtes, est souvent la cause de jugements erronés, et c'est ce qui explique pourquoi tant de jugements des cours inférieures sont renversés en appel. Au milieu de cette masse d'écriture inutile, la preuve d'un fait essentiel peut facilement échapper à un juge de cour inférieure, mais l'avocat des parties soumettant aux juges de la cour d'appel un *factum* imprimé et rédigé avec soin, ceux-ci sont mieux en état de connaître de la cause, M. Cartier explique ensuite pourquoi il fixe à 5 le nombre des juges en appel, au lieu de 4 comme à présent. Avec quatre juges, il arrive souvent que la cour est également divisée, et dans ce cas la loi intervient et le jugement de la cour inférieure est maintenu. Lorsqu'il y aura cinq juges en appel, cette égale division ne pourra pas avoir lieu. Cela est d'autant plus nécessaire sous son système, qu'un seul juge administrera la justice dans les cours de circuit. Il veut aussi le nombre de cinq juges afin que ce tribunal soit moins exposé à être renouvelé que s'il n'y en avait que trois. Cela tendra à donner de l'uniformité à notre législation. Il sait que plusieurs membres se proposent de présenter des amendements à son bill, relativement aux limites donnée aux circuits judiciaires qu'il établit. Il a voulu conserver les limites des comtés tels qu'ils sont établis pour les fins représentatives et les fins municipales. Il pense que les mêmes divisions doivent être faites pour les fins représentatives, municipales et judiciaires. Si certaines localités ne s'en trouvent pas satisfaites, elles devront demander des amendements à l'acte de la représentation. Cependant cela ne pourra pas être fait durant la session actuelle. Quand le bill sera devenu en force, on pourra demander des changements dans les limites des comtés. Il désire aussi que la loi soit mise à exécution dans les circuits qu'il établit, aussitôt qu'il y aura des cours pour recevoir les juges; il n'attendra pas que les prisons soient construites. Il sait que son bill ne satisfera pas tout le monde, car chacun le jugera d'après ses intérêts personnels. Pour les juges, ils le trouveront bon s'il augmente leur salaire et s'il leur donne moins de besogne qu'ils en ont aujourd'hui; mais s'il les oblige à plus de travail, ils diront qu'il est mauvais. Relativement aux avocats, ceux dont il augmentera le nombre des clients en seront satisfaits, tandis que ceux qui verront diminuer leurs clients le trouveront mauvais. La valeur de son bill est donc relative vis-à-vis les avocats; mais il a dû législater pour tout le monde et non pas dans l'intérêt d'une certaine classe, tout en sauvegardant leurs intérêts autant que possible. Il sait que les avocats pousseront de grandes clameurs contre son bill, et ils l'ont déjà fait. Il savait qu'il lui faudrait traverser les avocats, mais il était déterminé à le faire malgré leurs clameurs, et il le fera. (Ecoutez! écoutez!) Il sait aussi que les membres de cette chambre jugeront de la valeur de son bill d'une manière relative. Ceux qui auront le chef-lieu judiciaire dans leur comté en seront satisfaits, et ceux qui ne l'auront pas en seront mécontents. Chacun voudra avoir le chef-lieu dans sa localité. Il ne blame pas cela, mais le chef-lieu ne peut pas être partout, et il a dû l'établir dans les endroits qui lui paraissaient le plus avantageux pour tout le monde. Son bill pourvoit aussi à la création d'un fonds pour le paiement des petits jurés et l'entretien des prisons, à être prélevé principalement sur les comtés qui posséderont le chef-lieu; et il voit avec peine qu'on veut demander de prélever le fonds sur les justiciables. Il est évident que le comté qui aura le chef-lieu en retirera de grands avantages, et il est juste qu'il supporte une plus granne partie des frais que les comtés qui ne l'auront pas. D'ailleurs la somme à être prélevée pour ce fonds ne devra pas être bien considérable, surtout lorsque le gouvernement fournira £300 pour y aider, et que les amendes prélevées sur les délinquants en feront partie. L'entretien des prisons coutera bien peu de chose, parce que dans les campagnes il y a bien peu de prisonniers. Par contre les jurés ne seront pas souvent appelés à siéger, et leur rémunération n'étant que de 2s. 6d. par jour, les dépenses qu'ils occasionneront ne seront pas bien grandes. Il pense qu'elles ne s'élèveront pas à £50 par année en tout. Il serait donc injuste de prélever ce fonds sur les plaideurs; et si la proposition en est faite, il s'y opposera de toutes ses forces. Le bill pourvoit à ce que les notaires puissent déposer leurs minutes au chef-lieu de leur district, au lieu de les déposer à Montréal ou à Québec,—et aussi à la formation de sections du barreau dans les nouveaux districts, sous la sanction du gouverneur. Il sait que plusieurs personnes trouvent mal qu'il ait chargé certaines parties de la procédure judiciaire; mais il n'a fait que ce qui a toujours été fait chaque fois qu'on a changé l'organisation des cours, et le fait est qu'on trouve toutes les règles de procédure dans les actes de judicature passés par la chambre ou par d'autres autorités. Il aurait voulu refondre tous les actes de judicature qui existent aujourd'hui, et il n'aurait pas reculé devant le travail immense que cela aurait nécessité; mais comme son bill ne pourra venir en force que dans quelques mois, son autre bill pour la codification des lois y pourvoira. Les codificateurs seront chargés de refondre les actes de procédure. Il se bornera à ces quelques observations pour le moment, et il sera bien aise d'entendre exprimer l'opinion des membres sur son bill—mais il le fera passer à travers les avocats. (Ecoutez!)

Le bill subit alors sa seconde lecture sans discussion.

M. Cartier propose alors qu'il soit renvoyé à un comité général pour vendredi prochain.

M. A. A. Dorion dit qu'il n'a pas voulu s'opposer à la seconde lecture du bill parce qu'il est en faveur de la décentralisation judiciaire; mais il doit signaler les deux principaux défauts qu'il remarque dans le bill. Le premier est d'avoir apporté des changements au mode de procédure dans un bill qui a pour but de faire construire des prisons et des cours de justice. Il ne voit pas pourquoi on jetterait le trouble dans tout notre système de procédure, lorsque le code de procédure qui devra être fait par la codification des lois sera prêt à la prochaine session. Il lui semble....

L'Orateur interrompt M. Dorion et dit que ce n'est pas maintenant le temps de discuter le bill; il fallait le faire sur la motion de seconde lecture. Lorsqu'il sera proposé, vendredi prochain, que la chambre se forme en comité sur le bill, M. Dorion pourra alors faire ses objections, et ce sera le temps de soulever la discussion sur les détails du bill.

La motion de M. Cartier est alors adoptée.

PHARES SUR LE ST. LAURENT.

Sur motion de M. Cayley, le bill qui pourvoit au paiement, par cette province, d'une partie du coût de construction de certains phares dans le bas du fleuve St. Laurent, subit sa seconde lecture.

TAXE DE L'ASILE DES LUNATIQUES.

Sur motion de M. Cayley, le bill pour abolir la taxe de l'asile des lunatiques dans le Haut-Canada, subit sa seconde lecture.

ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER.

Les bills de l'hon. J. A. Macdonald, de M. Roblin et M. Benjamin, pour prevenir les accidents sur les chemins de fer, subissent leur seconde lecture et sont renvoyés au comité permanent des chemins de fer.

CODIFICATION DES LOIS.

L'hon. M. Cartier propose la seconde lecture du bill pour pourvoir a la codification des lois et de la procédure en matière civile dans le Bas-Canada.

En saisissant la chambre de ce projet de loi, il doit faire quelques remarques sur son importance et sa nécessité. A présent que le régime féodal est aboli en Canada, il pense qu'il ne peut y avoir de temps plus opportun pour nous de codifier nos lois. Jusqu'à ce que toutes les transactions soulevées par l'abolition de la tenure seigneuriale soient réglées, les lois féodales, qui ont fait faire tant de progrès en France en matière civile, resteront comme un droit historique et devront être étudiées par nos législateurs; mais elles ne seront plus un obstacle à la codification de nos lois civiles. Les luttes d'opinion ayant cessé à propos de la tenure seigneuriale, sans que nous ayons été obligé, comme en France, de faire une révolution sanglante, l'opportunité de codifier nos lois ne peut être plus favorable qu'aujourd'hui. La plus grande difficulté qui se présente est la différence des lois qui régissent la propriété dans les townships. Certaines propriétés sont réglées par les lois anglaises tandis que d'autres sont tenues en franc et commun soccage, qui est la loi française. Mais à mesure que les terres ont été établies dans les townships, les propriétaires sont devenus de plus en plus familiers avec les lois françaises qui régissent les propriétés, et aujourd'hui tout le monde est d'accord sur ce point: que la tenure en franc et commun soccage doit régner partout. La codification est devenue nécessaire pour plusieurs raisons. Elle est nécessaire d'abord parce que le Bas-Canada est peuplé d'habitants d'origines différentes, et ils ne peuvent bien connaître les lois que par la codification. Ensuite les habitants du Bas-Canada, tout en reconnaissant la sagesse des lois françaises qui régissent leurs personnes et leurs propriétés, ne peuvent arriver aux différentes sources de ces lois qu'en faisant des recherches immenses, et cela est un grave inconvénient auquel on ne peut remédier que par la codification

Dans le Bas-Canada on a certaines lois prises de la Coutume de Paris, d'autres empruntées au droit romain, puis enfin les édits et ordonnances des rois de France, mais malheureusement nous n'avons pas les plus belles ordonnances de Louis XIV, excepté celle de 1667, ni celles de Louis XV, rédigées par d'Aguesseau. Ces ordonnances étaient en force en France avant le code Napoléon.—On parle beaucoup du travail de la codification des lois en France, et, certes, on rend justice à Napoléon en lui en faisant honneur et en disant que le code civil est son code. Mais cette codification était déjà commencée sous Louis XIV et Louis XV, pour les ordonnances même dont il vient de parler.—Il pourvoit dans son bill à ce que le texe même des lois sont mis en regard de l'analyse qui en sera faite dans la forme du code civil français. Il est nécessaire d'avoir ce texte en même temps que l'analyse parce que certaines lois sont empruntées à l'Angleterre, tandis que d'autres nous viennent de la France. Lorsque le texte sera mis en regard de l'analyse, chacun pourra mieux approfondir la loi s'il le désire et saura d'où elle vient.—En introduisant ce projet de loi, il ne se dissimulait pas toute la responsabilité de sa démarche, et il savait toute l'importance qu'il y avait à confier à des codificateurs le dépôt sacré de nos lois; mais après avoir bien approfondi la question et avoir consulté attentivement ce qu'on avait fait dans d'autres pays, il a cru devoir soumettre son projet après avoir pris toutes les garanties désirables pour arriver à un bon résultat.—M. Cartier fait ensuite l'historique de la codification des lois chez les anciens et chez les modernes, depuis Justinien jusqu'à Napoléon. Il dit ensuite que, son bill, lorsque les codificateurs auront terminé une partie de leur travail, il le soumettra aux juges, qui feront les observations qu'ils jugeront convenables, s'ils ne le font pas, le gouvernement aura toujours la conscience d'avoir fait son devoir. Lorsque ce travail sera renvoyé par les juges le gouverneur le sanctionnera et en fera une mesure publique. Pour empêcher la confusion dans le code une fois terminé, il pourvoit à ce que les amendements faits aux lois par la chambre le soient sous forme de résolutions claires et succinctes, et les codifications seront chargés de les incorporer dans le code. Après ces quelques observations il propose la seconde lecture de son bill.

M. Felton pense qu'avec ce bill il sera impossible plus de faire qu'une simplification des lois.

M. A. A. Dorion approuve le principe du bill, mais pense que M. Cartier ne donne pas assez de latitude aux codificateurs pour l'accomplissement de leurs devoirs. Ils auront les mains liées et leur travail en souffrira peut être. Il croit qu'il vaudrait mieux nommer une commission d'hommes éminents avec instruction de codifier les lois, sans les obliger de soumettre leur travail aux juges et sans être astreints aux directions du conseil exécutif. C'est ce qui a été fait dans l'Etat de New-York, et on s'en est bien trouvé. Il faudrait aussi les obliger de terminer leur travail dans un laps de temps raisonnable, car si on leur laisse le temps qu'il voudront prendre, on verra, comme la chose a toujours lieu avec les commissions nommées par le gouvernement, que le travail trainera en longueur et que les commissaires feront durer la commission le plus longtemps possible. Il pense aussi que la commission ne devrait pas être composée exclusivement d'avocats; il pourrait y entrer un notaire, car on sait que sur certains points de droit, surtout en ce qui touche les propriétés, il y a des notaires qui en savent beaucoup plus que les avocats. Il pourrait aussi être plus avantageux de nommer pour secrétaires d'autres personnes que des avocats, car il n'y a pas que les avocats qui soient capables de remplir cette fonction avantageusement. Il ne s'opposera pas à la seconde lecture de ce bill, parce qu'il est en faveur du principe de la codification, mais il proposera des amendements aux détails quand la chambre le considérera en comité. Il doit féliciter le gouvernement d'un progrès qu'il a fait depuis l'année dernière. On a nommé, l'an dernier, six commissaires dans chaque province pour reviser les statuts, c'était beaucoup trop, parce que ce travail est plus mécanique qu'autrement; il s'agit seulement de lire les statuts et d'en éloigner ce qui est inutile. Cette année, il voit que le gouvernemunt ne propose de nommer que trois commissaires pour accomplir un travail d'une bien plus grande importance, et il croit que c'est un progrès. Il en félicite donc le gouvernement.

M. J. B. E. Dorion ne désire pas discuter le bill, mais il veut attirer l'attention de la chambre sur un point important. Dans les townships de l'Est, comme l'a dit M. Cartier, les propriétés sont regis en vertu de deux lois différentes,—la loi anglaise et la loi française. Si la loi française était maintenant appliquée à toutes les propriétés, cela produirait un bouleversement complet dans la moitié des propriétés de ces townships. Les habitants d'origine britannique ont suivi pour la plupart la loi anglaise pour la transmission de leurs propriétés. Par exemple quand un veuf ou une veuve vendait une propriété, elle ne s'occupait pas des droits des mineurs; et si la loi française était maintenant appliquée à ces propriétés, ces mineurs devenus majeurs pourraient inquiéter les possesseurs actuels et faire valoir leurs droits. Il faudrait remédier à cet inconvénient.

(A CONTINUER).

LA MINERVE.

Samedi matin. 25 Avril 1857.

Grand Tronc.—Bill de M. Cayley

Le bill présenté par l'inspecteur-général pour amender les actes relatifs au Grand Tronc a donné lieu à bien des conjectures dans le public depuis que cet important projet a été annoncé. Pour mettre fin à toutes les incertitudes qui peuvent encore régner sur le sujet, nous croyons que le moyen le plus sûr et a la fois le plus court, c'est d'en reproduire le texte, que voici:

Attendu qu'il est expédient d'exempter les membres de l'administration d'être directeurs dans la compagnie du grand tronc de chemin de fer du Canada, et d'accorder de plus grandes facilités à la compagnie pour qu'elle soit en état de parachever ses chemins de fer et ses travaux en la manière et sur toute l'étendue que la législature avait en vue pour assurer à la province tous les avantages que l'on devait attendre de l'entreprise: à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit:

I. Toute cette partie de l'acte de 1852, chapitre trente-sept, relativement à la dite compagnie, ou de l'acte de 1854 qui l'amende, ou de tout autre acte qui autorise le gouverneur de cette province à nommer quelques-uns de ses directeurs, est par le présent abrogée; et les directeurs actuels de la compagnie que le gouverneur a nommés, sortiront d'office à la première assemblée générale des actionnaires pour l'élection de directeurs; et tous les pouvoirs dont tels directeurs étaient revêtus, appartiendront à l'avenir aux directeurs élus.

II. La compagnie soumettra tous les six mois (et plus souvent si le gouverneur l'exige) à l'inspecteur-général un état complet de ses affaires avec bilan, et l'exactitude du dit état et bilan sera attestée sous serment par le teneur de livre, comptable ou autre officier de la compagnie, ayant une connaissance de leurs comptes.

III. Il sera loisible au gouverneur de temps à autre d'autoriser le "bureau d'audition," ou tout membre d'icelui, de demander la production des livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie, au bureau de la dite compagnie, durant les heures de bureau, et d'en faire rapport au gouverneur, et le dit bureau d'audition aura les mêmes pouvoirs relativement à la dite compagnie et ses comptes que ceux qui lui sont maintenant donnés relativement aux institutions supportées à même les fonds publics, en vertu de l'acte 18 Vic. ch. 78, intitulé: "Acte pour "assurer l'audition plus efficace des comptes "publics."

IV. A condition et pourvu que la dite compagnie, au moyen des bons privilégiés mentionnés dans l'acte de 1856, chapitre cent onze (pour accorder une aide additionnelle à la dite compagnie), ou au moyen d'autres emprunts effectués ou qui le seront à cette fin, parachèvera son chemin de fer de la Rivière du Loup à Sarnia, y compris le Pont Victoria et les autres travaux et entreprises mentionnés dans le dit acte de 1856, et fournira les matériel, fonds roulant et accessoires suffisants pour les exploiter avec avantage dans les délais fixés par le dit acte de 1856, ou dans les limites de l'extention de délais qui est ci-dessous mentionnée,—et aussi longtemps qu'elle entretiendra les dits travaux et les exploitera, la province renonce à tout intérêt sur les réclamations qu'elle a contre la compagnie jusqu'à l'époque où les revenus et profits de la compagnie, y compris ceux de la compagnie du chemin de fer de l'Atlantique et du St. Laurent suffiront pour payer les charges suivantes:—1. Tous les frais de régie, exploitation et entretien des travaux et du matériel de la compagnie;—2. La rente payée pour le chemin de fer de l'Atlantique et du St. Laurent et tout intérêt sur les bons de la compagnie, à part ceux que possède la province;—3. Un dividende de six pour cent sur les actions payées dans le capitale de la compagnie, pour chaque année durant laquelle l'excédant des profits le permettra — et alors, chaque année durant laquelle il restera un excédant, après paiement des charges ci-dessus mentionnées, tel excédant sera employé à payer l'intérêt échéant pour telle année sur l'emprunt de la province:—les bons et actions dans le capital ci-dessus mentionné seront censés comprendre et constituer tous les deniers d'emprunt et capitaux payés que la compagnie a prélevés ou pourra prélever à l'avenir *bonâ fide* en vertu de tout acte de la législature provinciale passé ou qui sera passé, pour toute fin autorisée par tel acte.

V. La dite compagnie est par le présent autorisé à recevoir du receveur-général de la province et à employer pour les divers travaux et fins mentionnés dans l'acte cité en dernier lieu, le produit des bons privilégiés qui y sont mentionnés, à mesure que les produits y seront versés, pourvu que la somme dépensée pour chacun des travaux soit, dans ses rapports avec le montant total qui y a été approprié, en la proportion que comportent les sommes payées dans leurs rapports avec le montant total que le dit acte autorise à prélever.

VI. Le délai fixé par l'acte mentionné en dernier lieu, pour le parachèvement des divers travaux susdits, est par le présent acte prolongé d'une année à compter des périodes fixées par le dit acte pour le parachèvement de chacun des dits travaux respectivement.

VII. Le présent acte sera censé être un acte public, et l'acte ci-dessus cité en dernier lieu et le présent acte seront interprétés dans le sens qui les rattache l'un à l'autre, et la troisième section du dit acte sera applicable comme si elle eut été ré-insérée dans le présent acte.

Le régime des banqueroutes proposé de nouveau

Le Bureau de Commerce s'est réuni mardi, conformément à l'ajournement de la réunion précédente et dont nous avons rendu compte. Il s'agissait principalement de recevoir le rapport du comité auquel avait été confié le soin de faire connaître les changements qu'il croirait convenable de proposer au bill des banqueroutes dont la législature est saisie sur la proposition de l'un des représentants de Montréal. Le comité a présenté son rapport et a suggéré un nouveau bill dont la version anglaise est devant le public. On a dû voir avec plaisir qu'un plus grand nombre de marchands franco-canadiens assistaient à cette réunion qu'à l'assemblée annuelle. Quelques uns d'eux exprimèrent le désir de voir le bill traduit et imprimé en français. Ils représentèrent qu'il y aurait peu d'encou-

ragement pour leurs compatriotes de prendre une plus grande part aux délibérations du Bureau et tout ne s'y faisait qu'en anglais. M. D. R. Wood fit motion que ce document serait traduit et imprimé comme ces messieurs le désiraient, pourvu que cela put se faire à temps pour l'assemblée suivante et qui a eu lieu jeudi; mais ils furent d'avis que cette tâche ne pourrait pas s'accomplir convenablement dans l'intervalle et ils consentirent au retrait de la motion. En effet le projet du comité est très-volumineux et comme il était destiné à la législature à titre d'amendement du bill de M. Dorion, il devenait nécessaire d'en différer le moins possible la prise en considération.

Malgré toutes les peines que s'est données le comité pour contenter les parties intéressées, son projet était à peine connu du public que beaucoup de personnes engagées dans le commerce s'empressaient de signer une requête à l'encontre, opposition que le comité parait du reste avoir prévu, en avouant dans son rapport combien il lui était difficile de concilier toutes les opinions en faveur de son plan, vu la nature du sujet.

C'est que ce projet froisse en effet le sentiment si souvent manifesté depuis l'abolition ou l'expiration de la loi des banqueroutes contre le rétablissement de ce système, sous quelque forme que ce soit. L'opération de cette loi a laissé dans l'opinion publique des traces si profondes de mécontentement que toutes les tentatives renouvelées de session en session pour la ressusciter sous une forme quelconque ont complètement échoué jusqu'à présent. Les raisons sur lesquelles cette opinion est fondée ont été déjà tant de fois expliquées et commentées et elles sont maintenant tellement bien connues qu'il est inutile de les exposer ici. Il doit suffire de constater que le système des banqueroutes parait aussi impopulaire que jamais. Nous trouvons ce qui suit sur le sujet dans le *Commercial Advertiser* de jeudi:

« Le bill des banqueroutes préparé par le comité du Conseil du Bureau de Commerce est au total préférable à aucun de ceux qui aient encore été proposés: il est une imitation de la séquestration écossaise.

« Mais il n'échappera pas à une opposition décidée. Une pétition préparée à l'encontre a reçu en quelques heures les signatures d'environ deux cents des premières maisons de cette ville.

« La classe marchande est fortement opposée à toute loi des banqueroutes, et elle préférerait souffrir les griefs et les pertes que lui impose un mauvais système de recouvrement des dettes que de gagner quelque avantage sous ce dernier rapport, s'il lui faut l'obtenir au prix de le voir accompagner d'une cour des banqueroutes, avec toutes les dépenses qu'elle entraînerait par l'emploi d'hommes de loi, d'huissiers et de syndics.''

Notre confrère compare, pour l'idée sinon pour la forme, la charge de ces syndics à un gouffre où tous les biens du débiteur, marchandises, meubles et immeubles vont s'abimer pour n'en plus sortir; puis il ajoute:

« Nous avons devant nous un extrait sur le fonctionnement du système des banqueroutes en Angleterre, où les syndics ne peuvent pas remplir les rôles qu'ils jouent ici. Ce rapport n'envisage que les principales villes; s'il s'appliquait aux campagnes, les frais ruineux du système apparaitraient davantage. Il fait voir que pendant un laps de trois ans, 2138 causes, portant sur des dettes de plus de £500, furent décidées, et sur ce nombre 40 ne produisirent aucun dividende. De même 543 causes où les dettes étaient au-dessous de £500 ne donnèrent lieu à nul dividende. Sur le reste, le montant de l'actif réalisé a été de £1,978,325, dont £1,073,385 furent distribuées aux créanciers sous forme de dividendes; £235,513 furent dépensés pour payer les honoraires des solliciteurs. £85,583 le furent pour payer les syndics officiels à titre de commission; £12,622 furent dépensées pour papeterie et £294,501 pour couvrir diverses sommes exigées ou payées par les officiers des tribunaux et mises à la charge des biens en banqueroutes. Le nombre des causes jugées a été, pour chaque lieu respectivement, comme suit: Londres 851, Manchester 249, Liverpool 177, Birmingham 309, Leed 219, Exeter 159, Bristol 107, Newcastle-on-Tyne 67. Total 2,138. Il s'en suit donc que sur un actif de £1,978,325, les créanciers ont reçu £1,073,385, ce qui constate pour eux une perte de £904,939, c'est-à-dire de près de cinquante pour cent, absorbée par les frais de la cour des banqueroutes.''

Malgré ceja cependant, le projet du comité du Conseil de Commerce a été, à la séance de jeudi, définitivement approuvé avec quelques modifications par l'assemblée. Dans la discussion qu'il y a provoquée, un membre du comité a nié que le bill proposé fut une imitation de la séquestration écossaise ou d'aucun système de reddition de comptes en particulier, et qu'il n'avait été rédigé que pour satisfaire aux besoins du pays, d'après seulement ce qui paraissait convenir le mieux à la situation canadienne et non à ce qui se fait ailleurs.

Ce projet pourvoit, comme celui qui est déjà devant la législature, au mode de recouvrement de certaines dettes de commerce et autres fondées sur des documents et promesses par écrit et au mode d'après lequel les affaires en banqueroute devront se régler. Il serait trop long d'indiquer ici en quoi les deux projets diffèrent l'un de l'autre, mais nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur le sujet et nous en profiterons pour examiner la question dans ses détails les plus importants.

La St. Georges—Jeudi dernier, les enfants de St. Georges ont dignement célébré leur fête annuelle. Le temps se prêtant admirablement à leur procession. Il y a eu le soir un banquet où les santés suivantes ont été proposées, savoir:—Sa Majesté la Reine, le Prince Albert et la famille royale, à Napoléon III, Empereur de France, au Gouverneur Général, aux sociétés sœurs, à l'armée de terre et de mer, au sol où nous vivons, à la Presse et aux Dames.

Port de Montréal.—Le bateau à vapeur le *Victoria* part pour Québec, chargé de quarts et sacs de farine, aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi.

Le *Mackenzie* est aussi chargé de farine en destination pour Québec.

Il est arrivé une barge chargée de briques venant de St. Ours. Prix, $5 du mille.

Le bois à bord des barges se vend, le merisier et bouleau $4½ la corde; épinette $4 et la pruche $3.

Nous regrettons d'apprendre la mort du Dr. Blanchet, ex-M. P. P. pour Québec, qui a eu lieu mercredi dernier.

Le chenail est maintenant libre de Montréal à Québec, dans cette dernière ville les steamboats traversiers devant la ville ont commencé leur ligne régulière.

Toronto, 22 avril.

M. Loranger introduit un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Assomption; aussi un bill pour incorporer certaines personnes sous le nom de la Compagnie de navigation de Salaberry, à Montréal.

M. Jobin introduit un bill pour amender l'acte des chemins et municipalités du Bas-Canada de 1855 et ériger St. Lambert en municipalité séparée.

On lit dans le *True Witness* d'hier:

"La quête qui s'est faite dans les différentes églises catholiques de Toronto le jour de Pâques, s'est montée à la magnifique somme de £318 17s. 6d. Inutile de faire des commentaires, mais le fait doit être inscrit afin de démontrer le zèle des catholiques du Haut-Canada pour leur foi, le respect et l'affection qu'ils portent à leurs pasteurs.

AGRICULTURE.

Note sur le *blé Drouillard*, variété de froment provenant d'un Tombeau d'Egypte, et propagée par les soins et l'initiative de M. Drouillard, dans le Midi de la France et en Bretagne, (1).

Le plus grand service que l'on puisse rendre à l'humanité, c'est de doter l'agriculture de quelque végétal ou de quelque animal domestique susceptible d'augmenter les moyens d'alimentation des peuples, et comme le pain est le premier des aliments, tout introducteur d'une variété de froment qui donnerait un produit supérieur à celui des variétés connues devrait être regardé comme un bienfaiteur de l'humanité.

Feu M. Drouillard a eu cette noble ambition. Possesseur d'une grande fortune acquise par son travail et sa remarquable intelligence, il ne négligeait jamais une occasion de l'employer à faire du bien aux classes laborieuses, et les agriculteurs étaient surtout l'objet constant de sa solitude. C'est cette honorable tendance de son caractère qui l'a porté à essayer de doter notre agriculture de la variété de froment dont nous avons l'honneur d'entretenir l'Académie des Sciences.

En 1849, un ami de M. Drouillard rapportait d'Egypte cinq grains de blé pris dans un tombeau antique dont on avait fait l'ouverture en sa présence. Ces cinq grains, qui avaient été soustraits aux influences extérieures depuis plusieurs siècles, ayant paru très-bien conservés, l'on voulut voir s'ils avaient gardé leur faculté germinative, et ils furent semés dans cinq pots à fleurs. Au grand étonnement de l'auteur de l'expérience, ces grains donnèrent chacun une belle touffe de froment et une récolte de 1,200 pour un qui fut remise à M. Drouillard.

Celui ci, pensant que ce blé réussirait mieux dans le Midi, le fit semer dans une de ses propriétés située sur les bords de la Dordogne, et il en obtint une magnifique récolte qui dépassait toutes les espérances.

Cette seconde récolte fut distribué ainsi qu'il suit: un tiers fut remis à M. Benoist d'Azy, qui le fit semer dans la Nièvre, où cette culture ne réussit pas faute de soins. Un autre tiers fut remis à M. le marquis de Roffignac, propriétaire dans le département de la Haute-Vienne (arrondissement de Beilac), qui le fit semer à la volée. Il en a obtenu des récoltes très-belles, et il ensemence aujourd'hui presque toutes ses terres avec cette variété, qui lui donne des rendement bien supérieurs à ceux de tous les autres froments cultivés dans le pays. Enfin le derniers tiers, cultivé en Bretagne dans les terres de M. Drouillard, a donné lieu aux intéressants essais dont nous allons entretenir l'Académie.

C'est en 1853 que des expériences sérieuses et comparatives sur le blé ont été instituées par M. Drouillard. On les a continuées régulièrement jusqu'à présent, et leurs résultats sont constatés par des rapports légalisés émanant des autorités locales et de plusieurs membres de la société d'agriculture de Morlaix, chargés par M. le sous-préfet de suivre ces importantes expériences et de lui en rendre compte.

Cette première année, M. Drouillard avait envoyé au regisseur de son domaine de Kerlandy (commune de Ploenan, canton de Saint-Pol-de-Léon, arrondissement de Marlaix, Finistère) 1,400 grammes de ce blé pour être semés, moitié à la volée et à moitié à la main et en ligne, comparativement avec du blé ordinaire placé dans les mêmes conditions.

Les 700 grammes semés à la volée donnèrent, en 1854, 43 kilogr. de blé, ou 61,428 pour 1, tandis que le blé ordinaire du même champ avait donné 15,000 pour 1, et que la moyenne du rendement ordinaire, en France, est de 7 à 8 pour 1.

Les autres 700 grammes, semés grain à grain et en ligne, donnèrent un rendement de 219 kil., 350 gr., ou 313 kil 357 pour 1.

Malheureusement le regisseur a omis d'indiquer en chiffres le rendement du blé ordinaire semé aussi grain à grain, main on voit dans les rapports du maire de Ploenan et de la commission de la société d'agriculture de Morlaix, que le blé du pays, quoique ayant donné pour chaque grain un nombre considérable de tiges à épis, doit avoir rendu moins que le blé d'Egypte, puisqu'il est dit dans ces rapports que le blé du pays avait de 12 à 15 pailles par touffe provenant d'un grain, tandis que l'autre en avait de 12 à 20, et même à 41.

En 1854, M. Drouillard a fait continuer ces expériences sur une plus grande échelle, soit dans les terres dépendant de son château de Kerlandy, soit dans celles de ses fermiers et des propriétaires voisins. Partout les rendemens ont été analogues à ceux de 1854; aussi, quand les cultivateurs surent ce qu'avait produit la récolte de 1855, beaucoup cherchèrent à se procurer de la semence, et ceux qui en possédaient la vendirent au prix de 2 et même de 3 fr. le kil. (Le plus beau blé ne vaut que 40 à 50 c. le kil.)

En 1855 les résultats du semis à la volée ont constaté un rendement de plus de 60 pour 1, et ceux du semis grain a grain ont été de 556,532 pour 1. On a vendu ou distribué beaucoup de semence, et il est à la connaissance du régisseur des propriétés de M. Drouillard que plus de 1,000 kilogr. de ce blé ont été semés dans l'arrondissement de Morlaix seulement.

Nous avons l'honneur de mettre sous les yeux des illustres membres de l'Académie des sciences quelques touffes de ce blé provenant de la récolte de l'année dernière. Elles ont été prises dans un champ ensemencé grain à grain, et montrent la quantité de tiges et d'épis donnée par chaque grain, ainsi que la beauté de ces tiges qui ont de 2 m. à 2 m. 50 de haut.

F. E. GUÉRIN-MÉNEVILLE.

ECONOMIE RURALE

Recette pour le chaulage du blé donnant le double de récolte sur celui qui n'est pas chaulé.

Le meilleur moyen, déja connu de quelques agriculteurs, pour écarter les insectes et les souris, et présesver les blés de la carie et du charbon, consiste à plonger le grain à plusieurs reprises dans une solution de sel commun et de nitrate de potasse, à la dose de 15 kilogrammes de sel et 500 grammes de nitrate de potasse pour 2 hectolitres d'eau. Le blé, retiré de cette solution et ressuyé à l'air pendant un quart d'heure, achève de se sécher dans de la chaux en poudre récemment éteinte. On le sème immédiatement.

Semis du blé en ligne qui économise une grande partie de la semence, et donne un rendement bien supérieur à celui qui est semé à la volée.

A défaut de semoir, on peut se servir d'une charrue rayonneuse à plusieurs socs ouvrant des raies à 20 ou 25 centimètres les uns des autres. Des personnes y déposent des grains à la main, le plus clair possible, ou mieux, quand la main-d'œuvre est abondante et à bas prix, ils sèment dans les raies deux grains à la fois de 10 en 10 centimètres. Quand on emploie ce dernier procédé, l'économie sur la semence couvre le surplus de la dépense en main-d'œuvre. Le blé ainsi semé forme avant l'hiver tant de rejetons, qu'il couvre tout le terrain et peut-être pâturé par les moutons au printemps sans inconvénient. La cause principale qui fait taller les pieux de froment, c'est-à-dire qui fait qu'un grain donne plusieurs tiges, c'est l'espace donné à ses racines pour s'étendre dans les intervalles, entre les raies, sans rencontrer les racines des pieds de la ligne suivante. Cette disposition facilite en outre les sarclages et les arrosages d'engrais liquide entre les lignes. C'est ainsi qu'on parvient réellement à des récoltes de 40 à 45 hectolitres par hectare avec 11 à 12 litres.

(1) Présenté à l'Académie des Sciences dans sa séance du 2 mars 1857.

Les ours.—Plusieurs fois déjà, nous avons eu occasion de raconter les ravages faits par les ours dans le Canada, Ouest. Ces carnivores féroces s'y multiplient d'une façon effrayante. Les colons et pionniers se plaignent journellement des pertes qu'ils leur font souffrir. Dernièrement, un correspondant écrivait du township de Grey qu'une vache avait été tuée par un ours dont la présence était signalée dans le voisinage. On avait, par hasard, laissé la vache dans les bois, le lendemain, un fils du propriétaire, M. Pierre Morrison, trouva la carcasse à demi-rongée du ruminant. Le terrain sur lequel gisait son corps portait les traces d'une lutte longue et violente. Le sol était labouré et les broussailles saccagées sur une étendue considérable.—*Le Pays.*

Curieuse coincidence.—Il vient de mourir (le 2 avril) dans la baroisse de St-David, un de ses plus anciens agriculteurs. Joseph Letendre, né le 4 avril 1757, à dix heures du matin, est inhumé le même jour à la même heure en 1857. Jetté sur la terre; cet homme y resta donc tout juste un siècle!! Dieu aime l'homme qui lui est fidèle!. mais malgré cela, la terre à droit à ce que tôt ou tard on lui paye son tribut.—*L'Ere Nouvelle.*

DU CHARIVARI DU 18 MARS.

DEUX MILLE CHATS.

La désolation régnent parmi les bonnes dames de l'Angleterre.

On lit dans la plupart des chefs-lieux de comté une affiche ainsi conçue;

AVIS AU PUBLIC.

Les personnes qui ont des chats à vendre sont priées de les adresser à M. Robinson, agent de la maison Jackson et compagnie de Bristol, qui a besoin de deux mille chats pour les envoyer en Californie.

Signée ROBINSON.

Mistress Mitchel qui a perdu son chat depuis quelques jours s'est évanouie en lisant cette affiche. Il est évident, s'est-elle écriée, que mon chat n'est pas perdu; on me l'a volé pour l'emporter en Californie, mon pauvre chat, je ne le verrai plus!

Il est certain que des bandes se sont organisées pour faire main basse sur tous les chats et les échanger contre la prime que donne la maison Robinson, au nom de la maison Jackson et compagnie de Bristol.

On se demande ce que cette honorable maison peut faire de tant de chats.

Ce membre intéressant de la race féline se trouve à l'état domestique et à l'état sauvage dans les villes et dans les bois de la Californie. Les chats de San Francisco sont renommés par la beauté de leurs fourrures. La plupart des manchons qu'on porte en Europe proviennent des chats californiens.

On fait aussi avec leurs peaux de magnifiques chapeaux de castor.

Les rats auraient-ils par hasard dévoré tous les chats, et se verrait-on obligé de procéder à un repeuplement de l'espèce?

Cela n'est guère probable. Le chat a reconnu depuis longtemps son insuffisance vis à vis du rat, et il se garde bien d'attaquer jamais ce redoutable quadrupède. Le rat ne se montre pas aussi scrupuleux, il est vrai, il se jette volontiers sur le chat, mais l'homme est là pour proteger cette bête timide.

La commande de la maison Jackson pourrait s'expliquer par l'usage adopté par les mineurs d'avoir tous un chat comme les zouaves.

D'abord ceci est une pure supposition et, lors même que tous les mineurs adopteraient un chat, à quoi bon le faire venir d'Angleterre, un chat du pays n'est-il pas suffisant?

Voici une autre explication, nous la tenons d'un ancien californien.

Il parait que depuis quelque temps l'usage de la gibelotte s'est assez généralement répandu en Californie; malheureusement les lapins sont assez rares dans ce pays et on a été bientôt dans la nécessité de les remplacer par des chats, si bien que peu à peu on est venu à préférer en général le chat au lapin pour la gibelotte et même pour le civet.

Ce goût a eu pour conséquence de rendre le chat plus rare de nombre et de le faire augmenter de prix. Aujourd'hui, à San-Francisco, une gibelotte est un plat de luxe qu'on ne sert que sur les tables des plus riches ficanciers du pays.

La maison Jackson et compagnie de Bristol se livre donc à une spéculation. Elle embarque deux milles gibelottes à Liverpool afin de les revendre à San Francisco.

Qu'y a-t-il de positif dans cette explication? c'est ce que nous ne saurions dire. Nous n'y voyons pourtant rien d'impossible. Partout où vont les Français ils apportent avec eux une gibelotte. Le rôle important que la gibelotte joue à San Francisco donne une mesure exacte de l'influence française dans ce pays. Partout où vous verrez florir la gibelotte et la tragédie, vous pouvez dire: La France est là.

A Paris nous n'avons pas vu encore d'affiche dans le genre de celles qui ornent les villes d'Angleterre, mais on commence à se plaindre dans beaucoup de quartiers d'un assez grande nombre de disparitions mystérieuses de chats.

Les portières commencent à s'alarmer sérieusement.

Aujourd'hui nous avons eu la visite de la mère Michel, qui a perdu son chat pour la troisième fois depuis trente ans.

Le premier fut transformé en manchon.

Le second, qui était blanc, servit d'hermine.

Le troisième passera probablement à l'état de gibelotte, après avoir fait le voyage de Californie, car il est impossible de ne point voir dans ces disparitions successives la main des agens de la maison Jackson et compagnie de Bristol.

On dérobe le chat de la mère Michel pour l'emmener en Angleterre.

Nous croyons ici que la spéculation fait fausse route; elle ne connait nullement les mœurs du chat français et surtout du chat parisien.

Le chat de Paris ne peut vivre hors de sa ville, pas même hors de son arrondissement. On a vu des chats de Paris transplantés dans la banlieue mourir de nostalgie au bout de deux ou trois mois.

Nous ne savons pas si le chat anglais s'habitue plus facilement aux voyages; cela ne nous étonnerait pas, la facilité de transplantation étant un des traits principaux du caractère de sa nation; mais pour les chats français nous sommes sûrs qu'ils ne supporteront pas la traversée, on les entendra miauler sur l'air:

Rendez-moi ma patrie
Où laissez-moi mourir.

Au bout de huit jours, en effet, ils crèveront, et la maison Jackson aura fait une triste spéculation.

TAXILE DELORD.

Instructions pour la Police Riveraine du Gouvernement à Montréal dans les cas d'asphixie apparente par immersion.

RÈGLES.

Traitez le sujet immédiatement, *sur le champ* et *en plein air*, lui exposant au vent la figure, le col et la poitrine, excepté dans les temps froids.

2e Envoyez quérir en toute hâte un médecin et procurez-vous des couvertures de laine.

I.—POUR DEBARRASSER LA GORGE.

3e Placez le sujet doucement sur la figure, avec le poignet sous le front.

[Tous fluides et la langue elle-même tombent et laissent libre le gosier (trachée artère.)]

II.—POUR EXCITER LA RESPIRATION.

4e Tournez le sujet légèrement sur le côté et appliquez du tabac en poudre ou autre irritant aux narines.

[Frottez vivement la figure jusqu'à ce qu'elle soit devenue chaude et jetez-y de l'eau froide.

S'il n'y a pas de succès ne perdez pas de temps, mais—

III—POUR IMITER LA RESPIRATION.

5e Replacez le sujet sur la face, supportez sa poitrine sur un capot plié ou autres hardes.

6e Tournez le corps très doucement, mais complètement *sur le côté et même davantage* et ensuite, vivement sur la face, alternativement; répétant ces évotions, délibérément, efficacement et avec persévérance quinze fois par minutes seulement.

[Quand le patient repose sur le thorax, cette cavité est comprimée par le poids du corps et l'expiration a lieu, quand il est tourné sur le côté, cette pression cesse et la respiration a lieu.]

7e Quand le sujet est de nouveau couché *sur le ventre*, employez une *pression* égale mais forte, avec frictions, *le long du dos*; que vous cesserez au moment de le tourner sur le dos.

[Le premier moyen augmente l'expiration, le second fait commencer la respiration.]

Tous ces mouvements sont exécutés par la même personne.

IV.—POUR RAMENER LA CIRCULATION ET LA CHALEUR,

continuez ces moyens;

8e Frottez les membres *en montant*, en pressant d'une manière *ferme* et *énergique*, se servant de mouchoirs, etc.

[Par ce moyen le sang est repoussé le long des veines jusqu'au cœur.]

9e Remplacez les habits mouillés du patient par tous autres habits qu'on pourra se procurer sur le champ, chaque personne présente lui prêtant un capot, une veste, etc.

V.—ENCORE POUR EXCITER L'INSPIRATION.

10e *Frappez* rapidement avec la main sur toute la surface du corps;

11e Jetez lui brusquement de l'eau froide sur la surface du corps, l'ayant frotté auparavant jusqu'à ce qu'il soit sec et chaud.

Les moyens autrefois recommandés et maintenant rejetés par moi, sont, *le transport* du patient, causant une perte de temps dangereuse, *le soufflet* ou aucun instrument *de force*, et particulièrement le *bain chaud* comme étant positivement préjudiciables; et l'inspiration *d'oxigène* comme inutile.

L'inspiration d'ammonia pur dilué vaut davantage.

La valeur du galvanisme demande à être éprouvée; peut-il exciter l'action du *cœur*, ou stimuler les muscles *d'inspiration*; ou en produisant la contraction musculaire des membres, refouler le sang le long des veines?

[Ce qui précède est extrait par la Lancette de Londres, *London Lancet*, de la méthode du Docteur Marshall Hall de faite revenir les personnes asphixiées par immersion.]

Publié par ordre de l'Inspecteur et Surintendant de la Police de la Cité de Montréal.

NAISSANCE.

En cette ville, le 23 courant, la Dame de Gédéon Ouimet, écr., avocat, un fils.

À St. Gabriel de Brandon, le 16 courant, la Dame de J. O. Chalut, écr., notaire, un fils.

À Ste. Julienne de Rawdon, le 21 courant, la Dame de A. H. de Caussin, écr., député-régistrateur du comté de Montcalm, un fils.

DECEDES.

En cette ville, le 23 courant, à l'âge de 72 ans, Dame Marie-Charlotte Desautels, veuve de feu M. Bernard Lemaire St. Germain, après une longue maladie de trois mois, supportée avec la patience et la résignation d'une vraie chrétienne; elle laisse pour déplorer sa perte, un grand cercle de parents et d'amis qui regretteront longtemps sa perte.

À Madawaska, le 11 courant, Rév. M. Antoine Langevin, vicaire-général du Nouveau-Brunswick, à l'âge de 55 ans. Il appartenait à la Congrégation du Séminaire de Nicolet.

À l'Assomption, le 19 courant, Marie-Charlotte-Clémentine-Alida, âgée de 3 ans et 7 mois, enfant d'Agapite Chaput, écr., marchand.

Prix du Marché de Montréal

Revisé et corrigé à chaque publication,

PAR LE CLERC DU MARCHÉ

			s.	d.	s.	d.
Fleur de blé	& quint	....	15	0	16	0
Do d'avoine...	——	....	12	6	13	6
Blé d'Inde (maïs)	——	....	8	0	8	9
GRAINES.						
Blé	& minot	....	7	0	7	6
Pois	——	....	0	0	4	6
Orge	——	....	3	9	5	6
Avoine	——	....	2	0	2	4
Sarasin	——	....	3	0	4	0
Graine de Lin	——	....	7	0	7	6
Graine de mil	——	....	14	0	15	0
LEGUMES.						
Patates	——	....	5	0	0	0
Fèves diverses espe.	——	....	7	6	0	0
VIANDES.						
Bœuf ordinaire	& lb	....	0	6	0	8
Roastbeef et Steakes	——	....	0	6	0	10
Lard	——	....	0	7	0	8
Jambon	——	....	0	8	0	10
Mouton	——	....	0	6	0	9
Agneau	& qrt	....	5	0	10	0
Veau	——	....	5	0	6	0
Bœuf	& 100lb	....	5	0	50	0
Cochon	——	....	52	6	53	0
VOLAILLES.						
Dindes, vieux	& couple.		9	0	10	0
Dindes, jeunes	——	....	0	0	0	0
Oies	——	....	8	0	9	0
Canards	——	....	3	4	4	0
Poules	——	....	2	6	0	0
Pigeons	——	....	1	0	1	3
PRODUITS DE LAITERIE.						
Œufs frais	& doz	....	0	9	0	10
Beurre frais	& lb	....	1	3	0	0
Beurre salé	——	....	1	0	1	2
Sindoux	——	....	0	10	0	11
SUCRE ET MIEL.						
Sucre d'érable	——	....	0	6	0	0
Miel	——	....	0	7	0	7½

CABINET DE LECTURE PAROISSIAL.

Mardi prochain, le 28 du courant,

A SEPT HEURES ET DEMIE, P. M.,

LE REVEREND MESSIRE ROUXEL,

Prêtre du Séminaire de St. Sulpice, donnera

UNE LECTURE PUBLIQUE

SUR LES

PREMIERS COLONS DE MONTREAL.

UNE AUTRE SERA DONNEE PAR

F. G. DE LA PONTERIE, ECR.,

SUR LA

LANGUE FRANÇAISE.

Montréal, 23 avril

Société de Navigation de Terrebonne.



LE VAPEUR TERREBONNE,

CAPT. VOLIGNY,

Voyagera comme suit:

LES LUNDIS ET JEUDIS,

Partant de Terrebonne à 5½h. a. m., pour Montréal, en arrêtant à Lachenaie, L'Assomption, Repentigny, (Petit Village) Varennes et Boucherville; et les mêmes jours, il repartira de Montréal à 6h. p. m., pour aller coucher à Varennes.

LES MARDIS ET VENDREDIS,

Partant de Varennes à 5h. a. m., pour le Marché de Montréal, en arrêtant à Boucherville;

ET LES MEMES JOURS,

Il partira de Montréal à 4h. p. m., pour L'Assomption et Terrebonne, en arrêtant à Boucherville, Varennes, Repentigny (Petit Village) et Lachenaie.

LES MERCREDIS ET SAMEDIS,

Partant de Terrebonne à 5½h. a. m. pour Montréal, en arrêtant à Lachenaie, Varennes et Boucherville et vice-versa, retour à Terrebonne le même jour en partant de Montréal à 4h p. m.

25 avril—kx

PACAGE.

ON prendra en PACAGE **50** VACHES à la Ferme de la Montagne.

S'adresser à Mr. CLERMONT sur les lieux.

Montréal, 18 avril

GRANDE SENSATION!!!

AUJOURD'HUI,

Revelation du Grand Secret

DE

ROUGE, BLANC ET BLEU.

WM. & J. C. THOMPSON,

Chapeliers de l'extrémité Ouest,

VIS-A-VIS DE MORISON, CAMERON & EMPEY,

ONT REÇU LEUR

ASSORTIMENT DE PRINTEMPS

DE

CHAPEAUX ET CASQUETTES

ROUGE, ROUGE. Se composant de toutes les formes et nuances possibles. Désirant consacrer toute l'attention à leur

BLANC, Commerce de Detail, BLANC. ils sont résolus à toujours avoir à la disposition du public un approvisionement que nul ici n'égalera pour la beauté et l'étendue.

BLEU, BLEU. Leur assortiment actuel est trop développé pour qu'il soit possible de faire l'énumération complète de tous les articles, on ne citera que les suivants:

Chapeaux de Soie Noire de 7s 6d à 30s
Do Drab de 15s
Do Castor de 25s
Chapeaux de Feutre de tous genres et couleurs, depuis 2s 6d à 25s
Casquettes de Drap de 1s 3d à 10s

Ventes au Comptant seulement.

Rappelez-vous le signe: Rouge, Blanc et Bleu.

WM. & J. C. THOMPSON,
Chapeliers, au No. 297,
Rue Notre-Dame, Ouest.

25 avril

A LOUER,

TROISS MAGASIN et trois résidences de première classe, dans la meilleure condition, situés dans la rue Ste. Marie, faubourg Québec, consistant en deux maisons de pierre de taille, à deux étages. On louera à bon marché à des locataires surs. Possession au 1er. Mai

S'adesser à
LOUIS VADEBONCŒUR,
Ou à J. E. GUILBAULT,
Directeur du Jardin Zoologique de Guilbault.

—AUSSI:—

A VENDRE A BON MARCHE,

Immédiatement, pour clore une succession.

SEPT LOTS à bâtir, situés sur la rue Craig, près du Champ-de-Mars et la rue St. Constant. Conditions très faciles. S'adresser à

J. E. GUILBAULT.

Montréal, 25 avril—si

Liste des Lettres

NON RÉCLAMEES au Bureau de Poste de Montréal, reçues entre le 15 et le 31 mars inclusivement.—Les chiffres indiquent le nombre de lettres à la même adresse. En demandant les lettres on devra spécifier si elles ont été averties.

Outre cette liste, une autre des lettres de *ville* est affichée à l'entrée du bureau correspondant aux mêmes dates.

LISTE DES DAMES.

A	
Auberson Marie Demoiselle	
B	
Bisaillon Martine	Boudon Mme
Brunelle F H Mme	
C	
Champoux Pierre veuve	Charbonneau Josephte
Charette Domitilde	Chevalier Corine
D	
Denohoé veuve	Daigneau C dlle
Dugas Elie Mme	
L	
Labelle dlle	Lacombe A dlle
Lafleur Aurélie	L'Etourneau Aurélie
N	
Nantel Célinas	
O	
Olivier Julie	Ouellette Henriette
P	
Papineau Ezilda	Paré V dlle
Plouf Philomène	
R	
Raizenne T dlle	Roy dit Desjardin Edeste
Renaud Angèle	
S	
Sihffer Marie	
T	
Tourville veuve	Trudel Clorinde

LISTE DES MESSIEURS.

A	
Abel François	Arlent Jean
Aubertin François	Aubertin François
B	
Bastien François	Beauchamp Joseph
Bisaillon Joseph	Bechard Ls
Biscornet Josepq	Boucher A J 2
Brossard Moyse	Brousseau Hyacinthe
Brunelle Achile	Brais Alexis
Brisson Onésime	
C	
Cadieux Bapt	Carpentier J B
Cartier François	Caselais Amable
Cassant Tital	Chabotte J B
Chab Bernard	Charron Eazaire
Cheron Jules	Chevalier Moyse
Clément Grégoire	Collin Félix
Corbeille Jean Louis	Coursolle Léandre
Cusson T	Chenier Hercule
D	
Décarrie P	DeChalus Auguste
Dérome Hébert	Désautels Guillaume
Desparois Joseph	Desrosiers Louis
Doyon Moyse	Dufresne Luc
Dumaine André	Duplessis François
Dupras Amable	Durger Louis
E	
Ethier Antoine	Etu Benjamin
F	
Fafard Bapt	Fortier Félix
G	
Gentisse Camille	Généreux Dieudonné
Gennette Pierre	Genot Pierre
Gervais Augustin	Gervais Joseph
Gausselin Xavier	Godreault
Guenette Jean	Giuleste Modeste
Guernon Etienne	Guernon Joseph
Guyon dit Lemonde	
H	
Hébert Antoine	
J	
Jacques Isaac Alexis	Jourdain J
L	
Laporte Narcisse	Lafond B
Lafontaine Abraham	Laforce Ambroise
Laframboise Guillaume	Lahaise Jérémie
Laliberté Ov	Lalonde Odillon
Lanouette Julien	Laurent George
Lauzon François	Lebeau Louis
Leclaire Joseph	Leclair Pierre
Leduc Ovide	Leduc Dominique
Lefèvre Michel	Legault Joseph
L'Heureux Louis	Loiselle Pierre
Lortie Benjamin Laurent	Lebrun Sévère
Lippé Maxime	
M	
Mailhot Ernest	Marcotte Charles
Marineau Cyrile	Marselais Antoine
Marcelin C	Major J B
Martin Narcisse	Meyrand Léandre 2
Moussette Joseph	Moutz Frederich
Morin Antoine	
N	
Neveux Treffé	
P	
Payette Jean Bapt	Payette Alexis
Peltier Charles	Picotte Joseph
Prevost Alfred	Proux Antoine
Provensal Joseph	
R	
Reneaud J B	Reneaud André
Reneaud Xavier	Regali Antoine
Robichaud Anselme	
S	
Simard, Fhenjer & Cie	Soucis François
St. Amour Louis	St Denis
T	
Thibault Joseph	Taillefer Auguste
Tardif Etienne	Trudeau Jean 3
Turcot Rémi	

Bureau de Poste, Montréal,
25 avril

VENTE

de Meubles par Encan.

SERONT vendus, MARDI le 28 du courant, à la résidence de feu M. PIERRE LARUE, No. 29 rue St. Constant, tous les meubles de ménage, ustensiles de cuisine, poêles et autres effets appartenant à la succession du défunt.

Aussi:—Un petit lot de bois de service.

Vente à DIX heures A. M.

N. G. BOURBONNIÈRE, N. P.

25 avril—di

VENTES A L'ENCAN

PAR BENNING & BARSALOU.

VENTE DE MEUBLES.

LES SOUSSIGNÉS ONT REÇU INSTRUCTIONS DE

JOSEPH DUFAUX, Ecr.,

de vendre à sa résidence,

Rue St.-François de Salles,

Sur la Rue St. Antoine,

Lundi prochain le 27 courant,

Tous ses meubles de ménage, consistant en: Sofa d'acajou et de crin, Chaises do. Tables à cartes en acajou, Chaises à bras, do Sideboard, Garde-robes, Couchettes, Miroirs, Commodes, Gravures encadrées, Tapis, Horloge à huit jours, Baudettes, Lits de plume, Matelats, Vaisselle.

—AUSSI:—

Poêles de Cuisine et ustensiles do.

Vente à DIX heures.

BENNING & BARSALOU,
Encanteurs.

23 avril

PAR JOHN LEEMING.

THES FRAIS, SUCRES

&c., &c., &c.

Lundi prochain le 27 Avril,

AUX MAGASINS DE

MM. LESLIE STARNES & CIE.

Sera vendu un assortimant complet de Thés frais, Sucres et autres Epiceries.

Les particularités dans une autre annonce.

Vente à DEUX heures

JOHN LEEMING,
Encanteur.

17 avril

ARCHAMBAULT & DUHAMEL

AVOCATS.

Bureau:—Coin des Rues St. Vincent et Ste. Thérèse, No. 16.

M. CYRILLE ARCHAMBAULT suivra les circuits de Richelieu et des Deux Montagnes.

M. JOSEPH DUHAMEL le circuit de Beauharnois.

18 avril—smk

A VENDRE,

UNE grande SERRE avec une magnifique collection de fleurs et d'arbustes.

S'adresser à Mr. JOHN NICHOLSON, jardinier au fort de la Montagne.

Montréal, 18 avril

TABAC, TABAC.

LES Soussignés profitent de cette occasion pour remercier leurs nombreux amis et pratiques, et les informent que le 1er. Mai prochain, ils transporteront leur Etablissement aux bâtisses actuellement occupées par MR. F. MCKAY, No. 129, coin des rues St. Paul et St. Vincent, depuis si longtemps connu dans la branche des tabacs. Ils espèrent que, par une énergie nouvelle et une stricte attention aux affaires, mériter l'encouragement qui leur a toujours été accordé jusqu'à présent.

MCKAY & DEROCHE.

Montréal, 21 avril—si

ASSURANCE CONTRE LE FEU.

RISQUES PRIS

AUX

CONDITIONS ORDINAIRES.

RAE & MITCHELL

Compagnie d'Assurance contre le feu

TIMES ET BEACON DE LONDRES.

UNION BUILDING.

23 Avril—m

PROVINCE DU CANADA, District de Montréal.

Dans la Cour Superieure,

POUR LE BAS-CANADA.

Mercredi, le vingt-deuxième jour d'Avril mil huit cent cinquante-sept.

PRESENTS:

L'Honorable Mr. le Juge DAY,
" Mr. le Juge SMITH,
" M. le Juge CHABOT.

No. 246.

L'Honorable George Etienne Cartier, Procureur-Général de NOTRE SOUVERAINE DAME LA REINE, pour le Bas-Canada et poursuivant pour et au nom de Notre dite Souveraine Dame la Reine,

Informant.

vs.

PIERRE HAIL, Senior, Cultivateur de la paroisse de Lacole, dans le District de Montréal,

Défendeur.

IL EST ORDONNÉ, sur la motion du dit Honorable GEORGES ETIENNE CARTIER en autant qu'il appert par le retour d'Antoine Viger, un des huissiers jurés de cette Cour écrit sur le Bref de Sommation émané en cette cause, que le Défendeur a laissé son domicile en cette partie de la Province du Canada, ci-devant constituant la Province du Bas-Canada, et ne peut-être trouvé dans ce District de Montréal, que le dit Défendeur soit par un avertissement a être deux fois inséré en langue française dans le papier nouvelle de cette cité appelé "La Minerve" et deux fois en langue anglaise dans le papier nouvelle de cette cité appelé "The Pilot" notifié de comparaître devant cette Cour, et là de répondre à la Demande du dit Procureur-Général sous deux mois après la dernière insertion de tel avertissement et sur le défaut du dit Défendeur de comparaître et de répondre à telle demande dans la période susdite, il sera permis au dit Procureur-Général de procéder à la preuve et Jugement comme dans une cause par défaut.

Par la Cour

MONK, COFFIN & PAPINEAU,
P. C. S.

Montréal, 23 avril—di

Corporation de Montreal.

VENTE

D'ETAUX DE BOUCHERS.

LE BAIL DES ETAUX dans les Marchés BONSECOURS, STE. ANNE, ST. LAURENT et PAPINEAU, pour une année, à compter du 1er. MAI prochain, sera vendu par Encan Public, sur les dits Marchés comme suit, savoir:

SAMEDI,

LE 25e JOUR D'AVRIL COURANT.

Les ETAUX du Marché St. Laurent, à 9 heures A. M.

Les Etaux du Marché Papineau, à 1 heure P. M.

LUNDI,

LE 27e JOUR D'AVRIL COURANT.

Les Etaux du Marché Bonsecours, à 9 heures A. M.

Les Etaux du Marché Ste. Anne, à 1 heure P. M.

Il ne sera reçu d'enchère d'aucune personne endettée pour rentes d'étaux. Les autres conditions seront données lors de la vente.

Par ordre,

J. P. SEXTON,
Greffier de la Cité

Hôtel de Ville,
Montréal, 18 avril 1857 21—ti

VENTE A L'ENCAN

PAR J.D. BERNARD & CIE

Dernière grande vente de Chapeaux Hongrois, de Soie, Marchandises en paille, &c., &c.

AUX Chambres d'Encan des Soussignés, LUNDI prochain, le 27 courant, sera offert au Commerce par encan public, la balance des différentes consignations de chapeaux, comprenant:

200 doz Chapeaux hongrois noirs, perles, bruns, de laine, &c., pour Dames et enfants,
200 do do kossuth, perles, noirs, bruns, blancs, &c., pour hommes,
150 do do de laine, &c., noirs et de couleurs, dites Young-America, Wide Awake et Brigand,
150 do do de laine, &c., Metropolitains, Magyar, Panama, couleurs assorties
100 do do fins, français, dernier goût,
60 do do do extra
100 do do do moleskin
150 do do do angola
50 do do de castor noirs et drabes
60 do do de drap de goût
200 do do de drap, tweeds et glacés
200 do Surtouts et pardessus en caout-chouc

—AUSSI:—

20 caisses Chapeaux de paille pour homme et enfant
10 do chrpeaux do pour Dame.

—AINSI QUE:—

Ue lot considérable de Chapeaux de Soie et Hongrois.

Vente à DEUX heures précises.

J. D. BERNARD & Cie
Encanteurs.

23 avril—di

Corporation de Montréal.

SITUATION VACANTE.

DES DEMANDES pour la PLACE de CLERC du MARCHÉ St. LAURENT, vacante par la résignation de M. Henri Dorval, seront reçues au Bureau du Soussigné jusqu'à SAMEDI le VINGT-CINQ du courant, à MIDI.

J. P. SEXTON,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité, Hôtel-de-Ville.
Montréal 18 avril 1857.

Vente par le Sherif.

MONTREAL, à savoir: AVIS PUBLIC est donné par les présentes que le lot de terre et tènements ci-dessous désigné, seront vendus aux temps et heure ci-dessous mentionnés. Toute opposition afin de conserver pourra être filée dans aucun temps dans les deux jours qui suivront le rapport du dit Bref.

Deux Brefs de Venditioni Exponas.

Montréal, à savoir: No. 2193. L'un à l'instance de LA COMPAGNIE DE DÉPOT ET DE PRÊT DU HAUT-CANADA, (The Trust and Loan Company of Upper Canada), un corps politique et dûment incorporé par et en vertu d'un Acte du Parlement de cette Province, et comme telle autorisé à poursuivre et à être poursuivi, plaider et à être plaidé dans toutes Cours que ce soit, Demandeurs; contre les terres et tènements de Dame AMELIA HOOPER, veuve de feu Nicholas Stephens, en sa qualité d'usufruitière des biens désignés dans un Acte de Donation par son dit époux et elle-même, passé par-devant Mtres. N. B. Doucet et son Confrère, Notaires, le Quinzième jour de Décembre, mil huit cent quarante-deux, et comme tutrice dûment nommée de William Stephens Smith, Amelia Jane Stephens, épouse de Thomas Taylor, musicien, et le dit Thomas Taylor, et James Torry, marchands, en sa capacité de tuteur dûment nommé à la substitution créée par l'Acte ci-dessus mentionné, tous de la cité de Montréal, défendeurs:

No. 110.—Et l'autre à l'instance de la dite COMPAGNIE DE DÉPOT ET DE PRÊT DU HAUT-CANADA, Demandeurs; contre les terres et tènements de la dite Dame AMELIA HOOPER, veuve de feu Nicholas Stephens, en son vivant de la Cité de Montréal, en sa capacité personnelle et comme tutrice dûment nommée William Stephens Smith, fils de William Carter Randall Smith, et feue Jane Mary Hooper Stephens, Thomas Walter Jones, Docteur en médecine, en sa capacité de subrogé-tuteur du susdit mineur, Amelia Jane Stephens, épouse de Thomas Taylor, et le dit Thomas Taylor autorisant sa dite épouse à intenter cette poursuite, Défendeurs:

Les dites terres et tènements mentionnés et décrits en la cédule annexée au dit Bref marquée A, comme suit, savoir:

Un lot, pièce ou compeau de terrain sis et situé en la dite cité de Montréal, de cent vingt-cinq pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française; borné en devant le dit lot, pièce ou compeau de terrain par la rue St. Hubert, en arrière ci-devant par les terres réservées par Dame Lacroix, maintenant connues comme rue Labelle, d'un côté par R. U. Harwood, ou ses représentants, et de l'autre côté par C. E. Belle, écuyer, Notaire Public—avec une maison de briques à deux étages, et divisée en quatre logements séparés, un hangar en bois et autres petites bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, MARDI, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le dit bref rapportable le vingt mai prochain.

M. H. SANBORN,
Député-Shérif.

Bureau du Sherif.
Montréal, 22 avril 1857.—

Vente par le Shérif.

MONTREAL, à savoir: AVIS PUBLIC est donné par les présentes que les lots de terre et tènements ci-dessous désignés seront vendus aux temps et heure ci-dessous mentionnés. Toute opposition afin de conserver pourra être filée dans aucun temps dans les deux jours qui suivront le rapport du dit Bref.

Venditioni Exponas.

Montréal, à savoir: No. 2601. PIERRE LAVALLÉE, fils, Cultivateur, de la paroisse de St. Pierre de Sorel, Demandeur; contre les terres et tènements de LOUIS MANDEVILLE, du même lieu, Cultivateur, en sa qualité de Curateur à la Succession vacante de feu Toussaint Plasse, en son vivant, Cultivateur du même lieu, Défendeur ès qualité:

Les dites terres et tènements mentionnés et décrits en la Cédule annexée au dit Bref marquée A, comme suit, savoir:

1o. La moitié indivise d'une terre d'un arpent et deux perches de front, fesant partie du lot numéro deux, située en la paroisse de St. Pierre de Sorel, sur vingt arpents de profondeur, tenant devant à la deuxième rivière du Pot au Beurre, en profondeur à la terre de Louis Peloquin, ci-devant la propriété des héritiers de feu George Dorge, d'un côté a William Plasse, d'autre côté à Louis Peloquin; avec une maison, une grange, une étable et une laiterie faite à part, dessus érigées.

3o. Un lot de terre situé au même lieu, borné comme suit, en front par la troisième rivière du Pot au Beurre, en arrière par les terres concédées, d'un côté par la terre saisie et vendue en cette cause sous numéro deux, d'autre côté par la ligne seigneuriale entre Sorel et Yamaska, de quatre arpents de front sur dix-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de St. Pierre de Sorel, MARDI, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le dit Bref rapportable le seizième jour de mai prochain.

M. H. SANBORN,
Député Shérif.

Bureau du Sherif.
Montréal, 21 avril 1857.—23

Bureau de Poste.

A COMMENCER de LUNDI DERNIER et jusqu'au PREMIER MAI prochain, le Bureau de Poste de Montréal sera FERMÉ tous les après midi, à SIX heures.

J. B. MEILLEUR, Maître de Poste.

Bureau de Poste, Montréal, 5 nov 1856

Avis au Public.

JOURNAUX POUR LES INDES OCCIDENTALES, AUSTRALIE, &c.

LE Bureau de Poste britannique requert qu'un taux de poste impériale de deux sous (one penny sterling) chaque, soit payé sur tous papiers-nouvelles envoyés du Canada par les Bureaux de poste impériaux aux Indes Occidentales (British West Indies) Indes, Australie, le Cap de Bonne Esperance et autres Colonies ou Possessions britanniques audelà de la mer, et en addition à ces deux sous (one penny) si toute fois tout tel papier est envoyé du Canada par la malle dite "British Closed Mail" par les Etats-Unis, il faudra payer un second deux sous pour couvrir le taux du transit américain.

Qu'il soit entendu que tout papier que l'on enverra par la malle ordinaire dite "Ordinary Closed Mail" par les Etats-Unis, ils devront être payés 2d sterling, (5 sous courants) chaque; et quand ils seront envoyés par la route provinciale (Overland), viâ Halifax ou par les steamers Canadiens de la Malle de Québec, 3 sous courant.

ROBT. SPENCE. Maître Général des Postes.

Département des Postes, Toronto, 15 déc—20



CHAMBRES DE BAINS DE MONTRÉAL.

No. 71, RUE McGILL, DIRECTEMENT VIS-A-VIS LA RUE ST. MAURICE.

LE Propriétaire ayant fait les arrangements nécessaires afin de se procurer ce qu'il lui faut d'eau et sachant que le confort est le principal en toute chose, il espere rencontrer une continuation du patronage qui lui a été ci-devant si libéralement accordé.

COUPE DE CHEVEUX, RAZER, LAVEMENT DE TÊTE ET FACTEURS DE PERRUQUES exécutés sur les dernières formes et dans les derniers goûts.—m

12 mars

Attention ! Attention !

DETAIL réfuté et calculé pour l'érection et les dimensions de la chaussée de la Rivière de l'Assomption de manière à la rendre navigable, aussi l'estimation des ouvrages à faire.

Premièrement: En réponse des estimés portés par la "Patrie" de lundi, 9 mars 1857, par Mr. Goyette et autre, je dis qu'il faut:

		£	s	d
36,000	pieds de bois à 5d	750	0	0
	Ouvrage en fer	157	10	0
	Salaire des ouvriers	562	0	0
	Salaire des manœuvres	288	12	0
250	toises de pierre piquée de 3, 5 ou 8 pieds de grandeur sur 12 ou 15 pouces d'épaisseur; pour couvrir la dite chaussée, et faire le devant et le derrière, bien cimenté et relié en fer	875	0	0
200	toises de pierre brutte le tout rendu sur les lieux pour remplir la dite chaussée à 30s par toise	300	0	0
	Pour la chaux, le ciment et le sable	275	0	0
	Pour faire l'Ecluse et ses portes	1875	0	0
	Pour les déficits dans la perception des deniers	750	0	0
	Pour le bénéfice de l'entrepreneur ou l'ingénieur dans la confection des dits ouvrages	500	0	0

Messieurs,—Ce calcul est pour démontrer aux yeux du public la moyenne somme qu'ils auront à payer pour cette expédition.

Attendu que ce calcul est pour une chaussée de 700 pieds de longueur barrant la rivière ci-dessus mentionnée, &c., cette quantité de pierre est pour faire la dite chaussée de 10 pieds d'une pierre à l'autre, de hauteur, c'est-à-dire 5 pieds hors de l'eau basse et 14 pieds de largeur dans le fond, mais le toit n'aura que 11 pieds.

N'oubliez pas, messieurs, que l'entrepreneur aura toujours le droit par la loi maintenant à réclamer toutes sommes pour achever les dits ouvrages dès lors qu'il vous montrera un registre exact de l'emploi des deniers dépensés par lui à la construction des dits ouvrages. Nonobstant à tous marchés ou conventions quelconques; je suis prêt à affirmer mes allégués.

27 mars—mp VÉRITÉ

Dissolution de Société.

LA SOCIÉTÉ qui a existé entre SENECAL & VALADE est dissoute, ce jour, de consentement mutuel.

Mr. VALADE prend la liberté d'annoncer à ses pratiques qu'il a transporté son magasin à la **Porte voisine, Enseigne de la Grosse Botte Rouge,**

PLACE JACQUES-CARTIER où il a un Assortiment de **Chaussures, Cuir rouge, Harnais, &c., &c.**

JOSEPH VALADE.

Montréal, 18 mars 1857—21—tmk



Société d'Agriculture DE LA DE LA CITE DE MONTREAL ET DU COMTE D'HOCHELAGA.

L'EXPOSITION ANNUELLE DE LA SOCIETE, pour les CHEVAUX, aura lieu sur le MARCHÉ A FOIN, en la Cité de Montréal, VENDREDI, le 24 AVRIL courant, à ONZE heures A. M.

La compétition pour les prix à être donnés à la Foire Annuelle des bêtes à cornes, qui devra avoir lieu dans l'automne, sera restreinte aux chevaux amenés à cette Exposition du 24 courant, et à condition aussi que tels chevaux ont été gardés dans le comté pour l'usage des juments durant la saison et la place où ils ont été annoncés publiquement.

Les propriétaires d'Etalons qui ne désireraient pas concourir pour les prix qui devront être offerts par la Société, (si elle en a) sont respectueusement requis d'assister à cette Foire et permettent à ceux qui élèvent une occasion de choisir.

Les chevaux appartenant aux Comtés voisins peuvent entrer en compétition, pourvu toute fois qu'ils sont tenus dans le Comté pour la Saison, &c.

JAMES SMITH, Secrétaire-Trésorier.

Montréal, 2 avril—1—ni

AVIS.

LES Créancier de feu AMABLE PINSONNAULT, fils, sont requis d'envoyer leurs comptes, réclamations, à sa veuve, à St. Rémi.

5 aout—

Cercueils de toutes grandeurs, A VENDRE

—AUSSI:—

Corbillards prets à toutes heures,

AVEC UN OU DEUX CHEVAUX.

Le Soussigné ayant à grands frais équipé deux magnifiques CORBILLARDS, avec deux chevaux ou un cheval bien harnachés, invite les citoyens à venir les voir à sa boutique, rue St. Joseph, quand ils en auront besoin. Il a aussi un petit CORBILLARD pour les enfants, qui ne le cède en rien aux deux premiers pour la beauté et la richesse, ainsi qu'un assortiment général de CERCUEILS de toutes grandeurs et qualités, depuis 10s à £10.

Il compte sur l'encouragement des citoyens de cette ville, car c'est à lui que l'on doit la réduction des prix pour le service des funérailles.

XAVIER CUSSON.

7 mars.



Etablissement de Chaussures EN GROS,

Rues St. Paul et des Commissaires No. 48, ENSEIGNE DU CASTOR. G. L. ROLLAND,

Annonce respectueusement au public qu'il a en mains

800 doz de Mitaines

1900 paires de bottes assorties

Une grande quantité de Raquettes

Une grande quantité de Robes de Buffle

200 doz Souliers d'Orignal

Ainsi qu'un grand assortiment de Chaussures et Cuirs de toutes sorter, &c., &c.

G. L. ROLLAND.

Montréal, 22 octobre 1856

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU

TIMES ET BEACON.

BUREAU PRINCIPAUX, 32, LUDGATE HILL, LONDRES.

BUREAU DE MONTREAL,

William Molson, écr.,—Thomas Evans, écr. Damase Masson, écr.

CONSEIL PERMANENT:

J. J. C. Abbott, écr.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU "TIMES," étant amalgamée avec la Compagnie d'Assurance "BEACON," les affaires conjointes en Canada seront transigées aux Bureaux et par les Agences de la Compagnie "Beacon."

Les affaires de la Compagnie ont été augmentées par une acquisition récente, et ses revenus annuels par les primes seulement excedent £50,000 sterling.

RAE & MITCHELL, Agents pour le Canada Est, Union Buildings, Montréal.

Montréal, 31 janv. 1857—ak

Compagnie d'assurance Mutuelle contre le feu du Comte de Montreal.

POUR LES CAMPAGNES SEULEMENT

Cette compagnie continue d'assurer les propriétés des Cultivateurs, et les résidences privées dans le Bas-Canada à cinq chelins par cent louis pour trois ans.

Elle n'assure pas du tout dans les villes et les villages.

Le montant assuré maintenant excède quatre cent mil louis.

$1,600,000

Les cultivateurs qui ne sont pas encore assurés sont invités à joindre une association qui mérite toute leur confiance.

P. L. LeTOURNEUX.

Bureau No 1 rue St. Sacrement.

Montréal, 9 janvier 1857.

A Vendre.

UNE terme, dans la seigneurie de Rigaud, à un mille du débarcadère du steamboat à Pointe Fortune, et tout à fait vis-à-vis le collége catholique et l'église St. André, donnant sur la rivière de l'Ottawa, consistant en soixante-trois arpents à peu près tous défrichés, avec une excellente maison, une grange, deux écuries, remises, remise pour voitures et une maison de fermier y érigée.

Avec aussi un verger bien complanté. C'est une des plus agréables localités que l'on puisse trouver sur l'Ottawa, pour une résidence bourgeoise.

Les termes et conditions de paiement seront faciles. Pour plus amples informations s'adresser au propriétaire soussigné, par lettre au autrement à Pointe-Fortune.

DUNCAN SINCLAIR,

Pointe-Fortune, 1er avril 1857.—qs

Avis aux Voyageurs.

RESTAURANT DE LA STATION DE CORNWALL SUR LA LIGNE DU GRAND TRONC DE MONTREAL À TORONTO.

LES Soussignés, propriétaires du restaurant ci-dessus, informent les voyageurs désirant laisser Montréal avant dejeûner qu'ils trouveront, à l'arrivée des chars à la station Cornwall, à 9h., A. M., une table prête à recevoir les voyageurs ainsi que le soir à 8h., P. M.

F.-X. DEPATI. LOUIS LEPÈRE.

24 mars 1357—smk

COMPAGNIE D'ASSURACE CONTRE LE FEU

"EQUITABLE,"

BUREAU PRINCIPAL

Canon Street West, Londres

CAPITAL, UN DEMI-MILLON STERLING.

Primes reçues en 1854, £45,420—En 1855, £52,813.

CURATEURS:

Le très-hon. Lord VICOMTE SIDMOUTH, ARCHIBALD CAMPBELL BARCLAY, Ecr.

DIRECTEURS:

ARCH. CAMPBELL BARCLAY, Ecr. Prést.

Col. Bazalgette	Miles Chs. Seton, Ecr.
Chs. Bennett, écr.	E. S. Symes, écr. M. D.
John Moss, écr.	Thomas West, écr.
Henry Oxenford, écr.	F. V. Woodhouse, écr.
W. Henry Place, écr.	

DIRECTEURS LOCAUX A MONTREAL.

BUREAU—à la Bourse.

WILLIAM LUNN, Ecr. Président.

John Torrance, écr.	Benjamin Holmes, écr.
John Frothingham, écr	J. G. Mackenzie, écr.
Alf. LaRocque, écr.	Théodore Hart, écr.

CHARLES F. TILSTON, Gérant.

D. D. MACKENZIE, Comptable et Caissier

CE BUREAU assure contre les Pertes ou Dommages par le Feu toute espèce de bâtisses, y compris les Moulins et Usines, et les Marchandises, effets qui y sont contenus; Navires au port ou aux bassins; Bateaux sur les rivières navigables et les Canaux, et les effets dont ils sont chargés; et fonds d'agriculture de toutes sorte.

Les TAUX de cette Compagnie sont extrêmement modérés.

La PRIME est dans chaque cas établie strictement en rapport avec les mérites du risque sous considération déterminée seulement parune soigneuse investigation.

Les engagements de "l'Equitable" sont garantis par un propriétaire responsable et un ample capital souscrit. Les assurés sont libres des engagements d'une "société d'Assurance Mutuelle," et ont droit, suivant le plan de la Compagnie, à une remise de la moitié des profits.

Les pertes sont reconnues, sans déduction ou escompte, et réglées et payées à Montréal, lorsqu'elles deviennent dues.

Les directeurs locaux se réunissent chaque semaine

☞ Des Agents ont été nommés par tout le Canada.

17 janv. 1857.—a

ATTENTION !

A VENDRE DE GRE A GRE.

LES propriétés ci-après désignées dépendantes de la succession de feu IGNACE BERTRAND, écuier, en son vivant négociant du village de l'Acadie ou Ste. Marguerite de Blairfindie, savoir:

1o. UNE TERRE étant No. 44, située à la côte de l'Acadie, en la dite paroisse Ste. Marguerite de Blairfindie, contenant 68 arpents et 35 perches en superficie, bornée en front par la petite Rivière de Chambly, avec une maison, une grange et autres bâtiments dessus construits.

2o. Une autre TERRE étant No. 54, située au même lieu, contenant 84 arpents et 33 perches en superficie, bornée en front par la petite rivière de Montréal, avec une maison de bois, une grange et autres bâtiments dessus construits.

3o. Une autre TERRE située en la paroisse St. Jacques LeMineur, contenant 93 arpents en superficie, bornée en front par le Ruisseau des Noyers, avec une maison de bois, deux granges et autres bâtimens dessus construits.

4o. Un EMPLACEMENT situé dans le village de l'Acadie, contenant 80 pieds de front, borné en front par le chemin de Roi, en arrière par la petite rivière de Montréal, avec une maison à deux étages et autres bâtimens dessus construits.

5o. Un autre EMPLACEMENT situé au même lieu, contenant 60 pieds de front sur un arpent de profondeur, borné en front par le chemin de Roi, avec une maison de bois et un petit bâtiment dessus construits.

6o. Un autre EMPLACEMENT situé au nord est du chemin Papineau, étant No. 57, contenant deux arpents de front sur 145 pieds de profondeur, un peu au dessus de la Barrière de péage du dit chemin Papineau, sans bâtisse.

S'adresser, pour les conditions de vente, qui seront faciles et libérales, à St. LOUIS MAROIS, résidant au dit village de l'Acadie; à St. CHARLES VIAU, à Montréal, rue Mignonne, No. 237 ou aux soussignés,

Par ordre des héritiers,

J. A. LABADIE, N. P.
J. E. O. LABADIE, N. P.

27 mars—u

VENTE

Par Autorité de Justice.

SERA VENDU, à 9 heures du matin, par autorité de justice, LUNDI, le 4 MAI prochain, l'emplacement de Mr. Edouard Spénard au village Ste. Thérese de Blainville, sur la grande rue près du Marché, bien bâti en pierre, magasin et autres dépendances. Conditions faciles.

S'adresser à

A. SÉGUIN, N. P.

Ste. Thérèse, 11 avril 1857—16—tsu

Société DE CONSTRUCTION CANADIENNE DE MONTREAL.

ACTIONS £50 CHAQUE.

Droits d'entrée 2s 6d par action.

PAIEMENTS MENSUELS,

LE ou avant le premier lundi de chaque mois, à compter du 6 du courant.

C. H. LAMONTAGNE, Sec.-Tres.

11 avril—sqi

MACHINES A FAUCHER ET A RECOLTER.

NOUVEAUX PATRONS.

Machines a Battre a un Cheval.

SEPARATEURS POUR FERMIERS.

Ces machines permettent à chacun de battre sa propre recolte.

MACHINES POUR BATTRE DEUX CHEVAUX.

Toutes ces machines à battre sont faites par le soussigné et garanties faire le meilleur ouvrage.

Les habitants qui désireraient des informations sont priés d'écrire et de venir à la boutique, où ils pourront se procurer telles informations qu'ils désireront, le soussigné est capable d'entreprendre toutes espèces de ces machines.

JOHN SMITH, Ecluses St Gabriel.

4 avril—u

LA COMETE DU 13 JUIN 1857!

LA FIN DU MONDE!!

LA MAISON PLAMONDON.

Un monde près de nous a passé tout du long,
Est chû tout au travers de notre tourbillon;
Et s'il eût, en chemin, rencontré notre terre,
Elle eût été brisée en morceau, comme verre.

MOLIERE

L'apparition de la comète, qui, suivant l'astronome Mathieu Laensberg, doit heurter la terre le 13 juin prochain, c'est-à-dire, dans trois mois et neuf jours de cette date, et qui par conséquent amenera la fin du monde, a répandue la terreur chez tous les habitants du globe, de Paris au Pérou, du Japon jusqu'à Rome. Et vû que cette terreur pourrait amener des résultats désastreux, M. L Plamondon qui a toujours réussi à mettre ses compatriotes à l'abri de toute espece de catastrophe, a l'honneur d'informer ses nombreuses pratiques et le public en général, qu'il a dans son magasin, rue St. Paul, Montréal, un excellent moyen de détourner le heurtement de notre terre et d'empêcher par là la fin du monde que tous ceux donc qui veulent jouir agréablement d'une longue vie et qui ne veulent pas voir la fin du monde, s'empressent de venir visiter son magasin où ils trouveront tout ce qu'il faut en fait de hardes faites, du premier goût, de la première qualité, et au meilleur marché que partout ailleurs, ainsi qu'un assortiment complet de marchandises sèches de la meilleure qualité qu'il offre en vente au plus bas prix possible. M. Plamondon garantit que la fin du monde n'arrivera pas d'ici à deux cent mille ans, si l'on veut bien prendre les moyens seuls efficaces de détourner cette affreuse catastrophe, en fréquentant son magasin, et en y achetant toutes les marchandises dont on peut avoir besoin suivant les saisons.

M. Plamondon donne la preuve de ses avancés et garantit l'existence du monde pendant encore 200,000 ans, par la liste suivante des effets qu'il met en vente; et on verra par les nombreux effets que contient cette liste qu'on peut s'habiller à son magasin et s'y pourvoir de marchandises de toute espèce pendant au moins 200,000 ans.

Voici un faible aperçu des effets qu'on peut acheter au magasin de M. Plamondon pour se protéger contre la fin du monde:

1400 Surtouts [frock coats] drap noir superfin, de 50s à 100s.
1250 Surtouts [frock coats] drap noir superfin, de 20s à 40s.
1250 d'un nouveau genre de drap et de Casimire de fantaisie.
375 Surtouts Elastiques, de 15s à 50s.
250 paires Legings, de 6s 3d à 8s 9d.
175 Surtouts Elastiques blancs, de 20s à 25s.
1575 Pantalons Casimire noir, de 20s à 40s.
1400 de 10s à 20s.
750 de Casimire de couleur, de 15s à 35s.
2500 Vestes de satin noir et de couleur ainsi que de différents goûts, un assortiment complet de drap fin et de Casimire pour tous les goûts.
1000 Chemises blanches, de différentes qualités, de goût et de couleur.

M. Plamondon attend par les premiers arrivages du printemps une grande variété de marchandises de goût, consistant principalement en Casimire et en drap, et il tient continuellement à son magasin de bons tailleurs pour prendre la mesure de ceux qui veulent se faire habiller à ordre.

LOUIS PLAMONDON. No. 166 rue St. Paul. Montréal.

4 avril 1857—a

H. LORD,

CI-DEVANT

Député-Shérif de Trois-Rivières,

MAINTENANT

HUISSIER DE LA COUR SUPERIEURE Pour le District de Montréal,

NO. 35, Rue St. Constant—Montréal.

2 avril 1857.

A UNE ASSEMBLEE SPECIALE du Conseil Municipal du Village de St. Joachim de la Pointe-Claire, tenue dans la Salle Municipale du dit Village de St. Joachim de la Pointe-Claire, JEUDI le DIX-NEUVIEME jour du mois de MARS de l'année de Notre Seigneur mil huit cent cinquante-sept, conformément aux dispositions de l'Acte des Municipalités et Chemins du Bas-Canada de 1855, à laquelle assemblée sont présents:

D. E. ROBILLARD, Ecr., Maire,
THEODORE GUERARD,
PETER DERMARS,
FRANÇOIS X. LÉTANG,
BASILE D'AOUST,
ANTOINE FOURNIER, Ecrs., Conseillers.

Les procédés de la dernière assemblée sont lus et approuvés.

Proposé par M. Létang, secondé par M. Fournier;

Résolu,—Qu'une somme de sept cents louis courant soit empruntée et prélevée sur le crédit au fonds consolidé d'emprunt Municipal et soit appropriée suivant qu'il sera trouvé nécessaire pour payer les dépenses à encourir pour établir la salubrité du Village et en rendre l'état sanitaire plus complet.

Qu'il soit en conséquence statué;

1o. Qu'une somme n'excédant pas la somme de sept cents louis courant soit empruntée en vertu et sous l'autorité de la 16e. Vict. chap. 22, et de la 18e. Vict. chap. 13, la dite somme devant être remboursée par instalement, en capital et intérêt dans une période n'excédant pas trente années.

2o. Que cette somme de sept cents louis courant soit empruntée et prélevée sur le crédit du fonds &c., une répétition de la première résolution, dernier mot; plus complet.

Proposé par M. Guérard, secondé par M. Fournier;

Résolu,—Que le Maire de ce Village en la manière voulue par la loi, convoque une assemblée publique des Electeurs Municipaux de ce Village pour leur soumettre ce Réglement, et que cette Assemblée soit tenue JEUDI le TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi au lieu ordinaire des Séances et qu'une Assemblée Spéciale du dit conseil soit tenue VENDREDI le PREMIER jour du mois de MAI prochain, pour prendre en considération le dit Réglement et le passer définitivement s'il est approuvé des Electeurs Municipaux de ce Village.

E. ROBILLARD, Maire.

Signé, Wm. ROWAN, Sec.-Très.

Attesté, Wm. ROWAN, Sec.-Très

Corporation du village de St. Joachin de la Pointe-Claire.

AVIS

EST par le présent donné que le Réglement dont copie fidèle est ci-dessus écrite qui est publié aujourd'hui pour la première fois dans les papiers nouvelles "La Minerve," et le "Herald," sera soumis pour être approuvé ou désapprouvé à une assemblée des Electeurs Municipaux de ce village qui se tiendra JEUDI le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain à UNE heure de l'après-midi au lieu ordinaire des Séances du Conseil et que le dit Réglement, s'il est approuvé dans la dite assemblée sera pris en considération à l'expiration d'un mois après sa première publication, par le maire et les autres membres du dit Conseil réunis au dit village de la Pointe-Claire, dans une Séance Spéciale qui doit avoir lieu à cet effet, VENDREDI, le PREMIER jour du mois de MAI prochain au lieu ordinaire des Séances à UNE heure de l'après-midi pour là et alors être passé définitivement.

Signé, Wm. ROWAN, Sec.-Tres.

31 mars—m

A VENDRE,

CETTE belle propriété du soussigné, située à St-Charles, Rivière Richelieu, à quelques milles de distance du dépôt du St. Hilaire, comprenant une vaste et belle maison en parfait ordre, avec dépendences toutes neuves, telles que: Hangars, Ecuries, glacières, etc., etc., et la terre de deux cent quarante arpents en superficie, toute cloturée en cedres, dont la moitié est un beau bois debout, avec de belles sucreries, et l'autre, est en culture. Une excellente rotation a été établie sur cette ferme depuis plusieurs années. C'est une des plus belles propriétés de la rivière Chambly.

L'acquéreur pourra en prendre possession immédiatement. Pour les conditions qui sont libérales, s'adresser,

au propriétaire soussigné,

J. L. LEPROHON. M. D.

6 rue St.-Antoine, Montréal 15 mai 1856

Maisons et Terre à vendre.

Le Soussigné offre en vente, à des conditions TRES-FAVORABLES, les IMMEUBLES suivants:

UNE MAISON en bois, à un étage, située au village de BERTHIER, dans un endroit central et favorable au commerce.

—AUSSI:—

UNE MAISON en bois, située au village d'INDUSTRIE, dans un endroit également favorable au commerce.

—DE PLUS:—

UNE TERRE de deux arpents de front sur quarante de profondeur, en culture, avec les bâtiments nécessaires, située à SAINT GABRIEL DE BRANDON, près du village.

S'adresser à

D. SAUVAGEAU, 53, rue des Commissaires.

Montréal, 4 fév. 1857

Elargissement de la rue Sanguinet AVEC UN PARTERRE DEVANT CHAQUE BATISSE.

LOTS A BATIR

Sur les rues Ste. Catherine, Sanguinet, Ste Elizabeth et Dorchester.

☞ Le prix d'achat pourra demeurer PENDANT QUELQUES ANNÉES entre les mains de l'acquéreur.

Pour plus amples détails et voir le plan du terrain, s'adresser à

JOSEPH DUFAUX,

Montréal, 78, Rue Notre-Dame, vis-à-vis la rue Sanguinet,

ou à J. C. ROBILLARD, New-York, 79, Fulton et 54, Gold.

19 mars

MOULINS A VENDRE.

LES moulins de la seigneurie Lasalle, en pierre à deux étages, sur la rivière Latortue, à environ six milles du village de Laprairie, avec trois moulanges de pierre de meilleure qualité, *best burr*, avec machines à nettoyer le grain, élévateurs et grands bluteaux, avec aussi un moulin à carde, le tout dans le meilleur état; mu par un mécanisme des plus approuvés (pendant 6 à 8 mois de l'année par un pouvoir d'eau, et le reste de l'année, par un engin de la force de 24 chevaux.) Le moulin, chandière, etc., ont été faits à neuf depuis quelques années et fonctionnent parfaitement.

Aussi, un moulin à scie, du même côté de la rivière, avec deux échasses, roues de fonte, *tub wheels*, d'après les meilleurs modeles et fonctionnent très bien.

La chaussée sur la rivière Latortue est très solidement bâtie en pierre et est en bonne état.

Il y a trois à quatre arpents de terre, attenant à ces moulins, avec une grande maison, étables, dépendances et autres privilèges, c'est le seul pouvoir d'eau, au centre d'un arrondissement, très peuplé et très fertile en blé et autres grains, à la proximité de Montréal, du chemin à lisses du Champlain et St. Laurent de celui de Montréal et New-York, le tout est offert en vente en un seul lot et mérite l'attention des menuisiers et manufacturiers.

Conditions:—Un tiers comptant, un tiers dans un an, et l'autre tiers dans deux ans, avec intérêt.

Si on n'en dispose antérieurement, le tout sera offert en vente publique à la Chambre d'Encan de J. Leeming écr., jeudi le 30 Avril prochain, à midi.

Pour plus amples informations s'adresser aux soussignés agents.

MOREAU & MOREAU, No. 121 rue St. Gabriel.

19 mars—s

Situation demandée.

UN jeune notaire Canadien, très recommaudable désire trouver une situation dans un bureau, ou exercer sa profession soit à la ville ou à la campagne.

Pour plus ample information s'adresser à ce Bureau

14 mars

AVIS.

LES ENTREPRENEURS de bois sont par les présentes notifiés que tout bois de construction et billots sciés (saw logs) coupés durant la présente saison dans les limites de l'Agence du Soussigné ne sont pas exempts de droits, excepté celui qui sera prouvé, par affidavits, avoir été coupé sur des terres privées; ces affidavits devront reposer sur des connaissances personnelles et dans chaque cas décrire distinctement le lot sur lequel tel bois de construction, pour lequel on demandera une exemption a été coupé, ainsi que la quantité précise que l'on y a coupé.

Le soussigné donnera des permis pour les cages consignées aux marchés de Montréal et de Québec, pourvû que l'on prouve que la quantité a été prise sur des terres privées.

Des Etats seront aussi requis pour les quantités coupées sur les terres publiques; et si aucun état erroné est trouvé, le bois sera sujet, à être saisie et confisqué.

Aucune cage de cette Agence, arrivant à Lachine, Québec et autres lieux, pour être vendue ou exportée, sans permis de ce Bureau sera sujette à des procédés, qui résulteront inévitablement dans la détention et en conséquence par des pertes au propriétaire.

C. E. BELLE, Agent des Bois de la Couronne.

16 avril—dm

AUX INSTITUTEURS.

ON a besoin dans la paroisse de St. Zotique, comté de Soulanges pour le premier mai prochain, d'un Instituteur ou d'une institutrice capable d'enseigner le français et l'anglais.

S'adresser à

O. F. PRIEUR, Sect. Très

St. Zotique, 18 avril—si

Lattes, Lattes,

A VENDRE chez M. GLASSFORD, Bassin du Canal.

Montréal, 11 nov

A VENDRE,

Noyer noir, bien sec; Lattes, Madriers et lanches de Pin et Epinette, par

J. W. DEMERS, Rue Latour.

17 déc—a

A LOUER.

L'ETABLISSEMENT situé sur les rues St. Paul et des Commissaires, maintenant occupé par P. & A. Jodoin.

Possession au 1er de mai.

S'adresser à

PIERRE JODOIN.

Montréal, 11 fév

Situation demandée.

UN homme dans la force de l'âge, bien entendu comme MEUNIER, désirerait se placer dans un moulin, SOIT A LA PART OU COMME COMPAGNON. Pour informations, s'adresser à veuve JACQUES LEPINE, Industrie.

9 avril

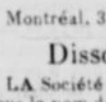
AVIS.

EST PAR LES PRESENTES donné qu'une application sera faite par le Soussigné à l'Assemblée Législative, à sa prochaine session, pour un Bill autorisant une nouvelle Inspection et ajustement de la ligne de front de la cinquième concession du Township de Chatham, dans le Bas-Canada.

GEORGE M. BRADFORD, et autres.

Chatham, 10 juillet 1856—19 mars—dm

A LOUER



UNE SUPERBE FERME située entre les rues SHERBROOKE et DORCHESTER, au bout du Quartier St. ANTOINE, de 150 arpents en superficie, avec un VASTE JARDIN, une MAISON, une grange et autres dépendances, &c., &c. S'adresser à

Mr. GERVAIS, Demeurant sur la dite ferme.

Montréal, 31 janv.

Dissolution de Société.

LA Société qui a existé entre les Soussignés sous le nom de P. & A. JODOIN est de ce jour dissoute de consentement mutuel. Les affaires de la dite société seront réglées par Mr. PIERRE JODOIN,

PIERRE JODOIN,
AMABLE JODOIN, Jnr.

Montréal, 9 février 1857—11.

Bureau de Poste,

MONTREAL, 4 avril 1857

ARRIVÉE ET DÉPART DES MALLE DE MONTRÉAL.

MALLES.	DUES.	FERMÉES.
Québec, Dauville, &c., par chemin de fer	4.15 P M tous les jours dim. excepte	6.00 A M. tous les jours dim exce 1
Québec, par la rive nord	8.00 A M do	2.30 P M do
Canada Ouest	10.30 A M & 10.15 P M mardi	6.00 A M & 3.30 P M do
Laprairie, Lacolle, &c.	9.30 A M tous les jours dim. excepte	12.00 M do 2
St. Jean, C.E.	9.30 A M & 3.00 P M do	7.00 A M & 12.00 M do
Et.-Unis, excepté Portland	9.30 A M tous les jours	6.00 A M 2.45 p. m do
St. Hyacinthe, Melbourne, et Sherbrook	11.00 A M & 5.00 P M do	12.00 M do
Bytown, Aylmer et Ottawa en haut	11.00 A M do	6.00 A M 2.45 p m do 3
Jt. Jean N. B. par les vaveurs de Portland	11.00 A M Mercredi et Samedi	2.45 P M tous les samedis et Mercredis
Portland et Island Pond	9.00 P M do	6.00 A M 3.30 P M tous les J. D exc 4
Chateauguay, Beauharnois, & Lachine	6.00 P M do	6.00 A M do
Lachine	10.00 A M & 6.00 P M do	6.00 A M & 5.00 P M do
St. Remi, Hem'ford et Plattsburg	5.00 P M do	5.00 P M do
Chambly, St. Césaire, &c.	5.00 P M do	2.00 P M do
St. Laurent, St. Eustache, Carillon,	10.00 A M do	2.00 P M do
Granville, &c.	7.00 A M do	7.30 A M do
St. Jérôme, Ste. Thérèse, &c.	7.00 A M Mardi, Jeudi et Samedi	7.30 A M Lundi, Mercredi, Vendredi
Terrebonne, N. Glasgow, St. Vincent P.	5.00 P M tous les jours dim. excepte	7.30 A M tous les jours dimanche exc

(1)	Les Sacs du conducteur sont ouverts jusqu'à			7,00 a. m
(2)	do	do	do	6,30 a. m. et 4,30 p. m.
(3)	do	do	do	3,15 p. m.
(4)	do	do	do	7,00 a. m.

MARCHANDISES NOUVELLES,

LES Soussignés prennent la liberté d'informer leurs pratiques et le public en général, qu'ils

Continuent les Affaires

qui se faisaient par les ci-devant Sociétés ROBERTSON, MASSON & Co., et MASSON, BRUYERE, THOMAS & Co., au même lieu,

Nos. 188 et 190, rue St. Paul,

et qu'ils ont reçu par VOIE DE BOSTON ET PORTLAND, un Assortiment très-complet de

Marchandises anglaises, francaises et autres,

dont ils sont prêts à disposer à des PRIX RAISONNABLES et à des CONDITIONS LIBÉRALES.

Bruyère, Thomas & Cie.

Montréal, 18 avril—si

Santé rendue sans Médicaments

Par la délicieuse farine restaurative de MM. BARRY DU BARRY & CIE.

LA REVALENTA ARABICA,

Qui a obtenu plus de 50,000 Certificats des premiers Médecins, de la haute Noblesse et de toutes les Classes en Angleterre et en pays étrangers de guérisons parfaites.

EXTRAIT DU "MORNING CHRONICLE."

Le journaliste remplit toujours un devoir bien agréable lorsqu'il vient exposer à ses lecteurs quelque nouvelle découverte propre à répandre d'immenses bienfaits sur un grand nombre de ses semblables. C'est dans ces sentiments que nous appelons l'attention du public sur la Revalenta Arabica de Messieurs Barry Du Barry & Cie. Cette Farine qui, d'après des analyses rigoureux, parait extrait de la racine d'une plante exotique semblable au chèvre-feuille, est douée de propriétés éminemment curatives, en même temps qu'elle peut être considérée comme un aliment délicat. Un grand nombre de personnes hautement placées et du caractère le plus honorable, ont attesté et certifié qu'elle remplace entièrement toute sorte de médicamens pour la guérison radicale et permanente de la dyspepsie (mauvaise digestion), de la constipation habituelle, de la diarrhée, des affections nerveuses, bilieuses et du foie, des flatuosités, des gonflements après les repas, des palpitations de cœur, des migraines nerveuses, de la surdité partielle, des bourdonnements dans la tête et dans les oreilles, des douleurs aigües dans différentes parties du corps, des inflammations chroniques, et même des ulcérations et cancer dans l'estomac; du gravier, de la pierre des rétrécissemens, des hémorroïdes, de l'érysipèle, des éruptions cutanées, de la phthisie, de l'hydropesie, des rhumatismes, de la goutte, des cuissons d'estomac, de la pituite, des nausées et vomissemens pendant la grossesse, après les repas, et même en mer; de l'hypochondrie, du spleen, des spasmes, des crampes, de la débilité et du dépérissement du corps, de l'épilepsie, de la paralysie, de la toux, de l'irritabilité et du manque de repos; de la perte de mémoire, des congestions cérébrales, du vertige, de l'aversion contre la société, de la timidité nerveuse, de l'inaptitude à l'étude et au travail, de l'irrésolution de caractère, de la mélancholie, et de plusieurs autres affections. C'est la meilleure nourriture pour les jeunes enfants et les personnes d'une constitution délicate ou maladive, car elle absorbe toute acidité et irritation de l'estomac et rétablit l'appétit et la faculté de digérer parfaitement, et donne de l'énergie au système nerveux et musculaire le plus affaibli. Elle a l'approbation la plus formelle du Comte Stuart de Decies, guéri d'une dyspepsie de plusieurs années; de Monseigneur l'Archidiacre Alex. Stuart, qui certifie la guérison d'affections nerveuses dont il était atteint depuis trois ans, du Général Major Thomas King, d'Exmouth, guéri d'une maladie des nerfs; du Capitaine de Vaisseau Parker D. Bingham, guéri en six semaines d'une dyspepsie de 27 ans; du Capitaine Edwards, guéri en six semaines d'une dyspepsie de plusieurs années; du Capitaine John H. Allen, de Londres, constatant la guérison d'une dame atteinte d'une épilepsie qui pendant vingt ans, avait résisté à tous les remèdes; de Mr. William Hunt, avocat, de Cambridge, qui, après avoir souffert pendant 60 ans d'une paralysie partielle, a recouvré en très peu de temps, et par l'usage de cette précieuse Farine, le libre usage de sa jambe, de son bras, &c.; du Révd. Charles Kerr, la guérison d'un désordre assez grave dans les fonctions des divers organes; du Révérend Thomas Minster, guéri d'affections nerveuses et d'une dyspepsie de cinq ans accompagnée de spasmes et de vomissemens quotidiens; des Directeurs Ure et Harvey; de M Shorland, Chirurgien dans le 96e. Régiment, qui certifie une guérison d'hydropesie; de M. James Porter, constatant la guérison d'une dame qui souffrait depuis 13 ans d'une toux continuelle accompagnée d'une grande faiblesse; de M. Thomas Woodhouse, attestant la guérison d'une dame atteinte d'une constipation habituelle, d'acidité et de cuissons dans l'estomac, ainsi que de nausées et de vomissemens pendant sa grossesse; de M. Andrew Frazer, attestant la guérison d'une maladie des nerfs et du foie qui avait duré 20 ans; de M. Samuel Laxton, qui atteste la guérison d'une diarrhée dont il avait souffert pendant 2 ans; de M. W. Reeves, constatant la guérison d'une affection nerveuse qui durait depuis 25 ans, accompagnée d'une grande débilité; de M. W. Martin, dont la petite fille a été guérie de nausées et vomissemens journaliers pendant 8 ans; de M. Richard Willoughby, guéri d'une maladie du foie qui l'avait torturé pendant plusieurs années. Voici encore quelques certificats:—"Pendant 8 ans ma domestique avait souffert de dyspepsie, de débilité, d'affections nerveuses, de spasmes, de nausées dont elle avait en vain essayé de se délivrer en suivant les ordonnances des meilleurs praticiens; après avoir pris pendant fort peu de temps la délicieuse farine curative de Du Barry elle s'est trouvée tout à fait rendue à la santé. Je serai heureux de répondre aux questions qui pourront m'être adressées à ce sujet. (Signé,) le Révd John W. Flavell.

L'expérience du Docteur Gattiker est contenue dans les lignes suivantes:

Zurich, 8 Sept. 1853.

Après avoir été des années victimes d'un préjugé contre la Revalenta Arabica de MM. Barry du Barry & Cie, j'ai fini par en faire l'essai dans une maladie qui avait résisté jusqu'ici à tous les remèdes connus—à saxoir: "le Cancer de l'estomac." Le résultat de cet essai était le plus satisfaisant car cet excellente Farine arrêta les vomissemens continuels dans cette maladie et rétablit parfaitement la digestion et l'assimilation. J'ai employé ce charmant remède aussi dans un cas opiniâtre de flatus et colique habituelles et aquis la conviction que cette important don de la nature est de la plus haute importance dans toutes les affections du système de la digestion.

Dr. Gattiker.

Certificat du Commissaire de Police, Monsieur De Biatoskorski, de Breslan.

La Revalenta Arabica de Du Barry m'a fait tant de bien que je rends grâce au ciel pour me l'avoir fait rencontrer. De Biatoskorski, Commissaire de la Police Royal.

Certificat du célèbre Dr. Rudolph Wurzer.

Bonn, 19 juillet 1852

Cette célèbre et agréable Farine est le plus excellent absorbent; à la fois nourrissante et restaurative elle remplace admirablement toute médecine en beaucoup de maladies. Elle est de grande utilité surtout dans les constipations opiniâtres et habituelles ainsi que dans les diarrhées, les affections des reins et de la vessie, le gravier, la pierre, les irritations inflammatoires et crampes dans l'uretra, crampes des reins et de la vessie, les rétrecissements et les hémorroïdes. Aussi dans les maladies des poumons et des passages de respiration, la toux et la consomption. J'ai la conviction que la Revalenta Arabica de Du Barry a la propriété précieuse de guérir les maladies hectiques. Dr. R. Wurzer, P. M. et Membre de plusieurs Sociétés scientifiques.

Pareilles attestations de M. J. M. Nutting, qui a été guéri d'une affection nerveuse d'une singulière gravité; de Mad Marie Jolly, constatant sa guérison d'une dyspepsie de 50 ans accompagnée d'affections nerveuses, de l'asthme, de la toux, de cuissons d'estomac, de spasmes, de nausées et de vomissemens; Mlle. Eliza Jacobs s'est trouvée guerie d'une agection nerveuse, d'indigestion et d'autres maladies; Mlle. Elizabeth Yeoman, d'une dyspepsie de 10 ans et de l'irritabilité nerveuse; M. Joseph Walters, guérison "d'angina pectoris"; et 50,000 autres personnes respectables qui ont envoyé à MM. Barry, Du Barry & Cie., des certificats attestant la manière dont cette Farine a rétabli leur santé, après que tous les autres secours de l'art étaient restés sans effet et que tout espoir de guérison était abandonné depuis plusieurs années.—" Le Rédacteur en Chef.

PRIX DU REVALENTA ARABICA FOOD

		£	s	d
En boites pesant brut	½ liv.	0	1	0
" "	1 liv.	0	3	6
" "	2 liv.	0	5	8
" "	5 liv.	0	13	9
" "	12 liv.	1	7	6

Qualité superfine.

		£	s	d
En boites pesant brut	1 liv.	0	7	6
" "	2 liv.	0	13	2
" "	5 liv.	1	7	6
" "	10 liv.	2	1	6

AGENTS:

Montréal.—Lamplough & Campbell, successeurs de A. Savage & Cie.
Québec—J. Masson & Cie.
Kingston—E. H. Parker & Cie, et G. Baker & Cie.
Toronto—Lyman, Bros & Cie, et J. T. Shapter.
Hamilton—G. E. Cargwrith et Hamilton, Muir & Cie.
London—H. C.—W. Saunders et J. Weir.
Ste. Catherine—F. Pallard.
Niagara—H. Paffard.
Cobourg—J. B. Howelle.
Port Hope—Ch. Brent.
Galt—R. Strong.
Guelph—Higinbotham.

Agents Généraux pour les Canadas.

LAMPLOUGH & CAMPBELL, Successeurs de A. Savage & Cie.

Montréal, 16 avril—em

GRAND TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA.



DIVISION DE L'EST.

CHANGEMENT DE TRAINS.

Arrangement d'Hiver.

TOUS LES BILLETS DE RETOUR ONT ÉTE DISCONTINUÉS.

LE et après LUNDI, le 26 Janvier, les Trains laisseront Longueuil comme suit:

Pour Quebec et ISLAND POND, arrêtant à toutes les Stations .... **8.10 A. M.**

Pour Portland, BOSTON, et les Stations sur la route .... **3.30 P. M.**

DIVISION DE L'OUEST.

Le Train Express pour Toronto

Arrêtant aux principales Stations, laissera la Pointe St. Charles à .... 7,00 A. M.

Le Train de la Malle pour Toronto, à, arrêtant à toutes les Stations .... 5,15 P. M.

PRIX POUR TORONTO:

Première Classe $10 00
Seconde Classe 8 00

Billets, et informations pour Passagers ou Fret seront obtenus au bureau du chemin de fer du Grand Tronc, No. 11, Grande Rue St. Jacques, vis-à-vis le Bureau de Poste.

S. P. BIDDER, Gérant Général.

Montréal, 31 mars 84—1856

LICITATION

Par Autorité de Justice.

IL sera vendu LUNDI, le 11 MAI prochain, à la porte de l'église de St. Denis, à 10 heures du matin, un LOPIN de terre situé au premier Rang de la paroisse de St Denis, contenant trois arpents et douze pieds de front sur six arpents et quatre-sixième de profondeur, sans garantie de mesure précise, tenant au nord-ouest à Joseph Chenet, père; au sud-est, à Narcisse Dudevoir, au nord-est, à la route du village St. Denis, et au sud-ouest, à la terre de la cure de St. Denis; avec une maison, une moitié de grange et une moitié d'étable dessus érigées, avec réserve d'environ un arpent de terre du dit lopin, appartenant au dit Narcisse Dudevoir, le tout venant de la succession de feu Louis Dudevoir. Pour informations, s'adresser au Notaire soussigné à St. Denis.

E. MIGNAULT, N. P.

St. Denis, 18 avril 1857—23—tsd

VENTE

Par Autorité de Justice.

MERCREDI, le TREIZE MAI prochain, sera vendu à l'enchère, l'IMMEUBLE ci-après désigné, appartenant à ANTOINE DION et à ses enfants mineurs, à la porte de l'église ou chapelle du Township d'Acton, à UNE heure de l'après-midi:

Un lot de terre situé en le township d'Acton, dans le sixième Rang, de deux arpents de front sur vingt-quatre de profondeur, plus ou moins, tenant devant au chemin de la Reine, en profondeur, à Louis Labonté, d'un côté à Pierre Fortier et d'autre côté à Joseph Dion Lemoine, avec une maison et autres bâtisses dessus construites, partie en culture et partie en bois debout.

Pour les conditions de la vente, s'adresser au Notaire soussigné,

H. R. BLANCHARD, N. P.

St. Hyacinthe, 18 avril 1857—tsd

AVIS.

M. Hubert Létourneau, cordonnier, de la paroisse St. Michel Archange, dans le district de Montréal, avertit le public qu'il ne sera responsable d'aucune dette contractée par Anastasie Forgue son épouse, et fait défense à toute personne de lui avancer.

HUBERT LÉTOURNEAU.

7 avril—mp

Maison de Commerce à vendre.

Au village de St. Christophe d'Arthabaska, township de l'Est, la ci-devant propriété de Mr. Louis Turgeon. Pour les conditions, s'adresser à

MASSON, BRUYERE, THOMAS & Co.

29 juil.—j

Médecin demandé.

UN MEDECIN CANADIEN, sachant parler l'anglais, d'une conduite morale irréprochable, qualifié sous le rapport de la science et muni de diplômes, trouvera de l'emploi à St. Jean-Chrysostome, Comté de Châteauguay.

14 avril

Fromage de Gruyère.

LE Soussigné invite les amateurs de FROMAGE DE GRUYERE, à venir visiter celui qu'il vient de recevoir par le dernier steamer d'Europe, en ligne directe.

L. BERTHELOT, Coin des rues Notre-Dame et Bonsecours.

Montréal, 9 avril—hi

Barbier demandé.

ON a besoin au No. 71, rue McGill, d'UN BON BARBIER.

Montréal, 17 mars 1857

La Minerve,

IMPRIMEE ET PUBLIEE PAR

DUVERNAY, FRERES

Rue Saint Vincent, No. 10.

LES MARDIS JEUDIS ET SAMEDIS MATINS.

Abonnement $4 Par Annee

Payable d'avance.

Ceux qui veulent discontinuer doivent en donner avis un mois avant leur date échue et payer ce qu'ils doivent, autrement l'envoi du journal leur sera continué.

Tarif d'Annonce

Six lignes et au-dessous 2s 6d pour la première insertion et 7½d pour chaque insertion subséquente.

10 do 3s 4d pour la première insertion et 10 pour chaque insertion subséquente.

Au-dessus de 10 lignes, 4d par ligne pour la première insertion et 1d par ligne pour chaque suivante.

Les insertions subséquentes qui ne seront point ordonnées plus souvent qu'une fois par semaine, 2d par ligne.

Annonces de Naissance, 1s 3d chaque. } Payables
Do Mariages 2s 6d " } d'avance
Do Décès 1s 3d "

Les annonces de Naissance, Mariages et Décès pour ces prix, ne devront pas excéder six lignes au-delà de six lignes elles paieront aux taux des autres annonces.

Les avis de Naissance, Mariage et Décès qui seront envoyés à ce bureau devront être accompagnés de l'argent requis par le taux, sinon ils ne seront pas publiés.

"Avis d'Affaires."—Tout article sous ce titre interligné ou rempli, 4d, par ligne, mesuré avec une échelle de brevière rempli, s'il y a au-delà de 10 lignes; au-dessous de 10 lignes, 3s. 4d., au-dessous de 6 lignes 2s 6d.

Tout autre article, dans les colonnes éditoriales et dont l'objet est de favoriser les intérêts pécuniaires ou privés de compagnies ou d'individus, articles, tels que Rapports de Banques, de Compagnies d'Assurance, de Chemins de Fer, &c. Avis d'assister aux Lectures, Amusements, Sermons, Reconnaissances de Dons, &c., sera considéré comme Annonce et paiera de la même manière que les avis d'affaires.

Arrangements Annuels.

Le carré est de 22 lignes de brevière rempli
Le demi-carré de 12 lignes do do
Le prix pour un carré durant l'année est £7 10s avec le privilège de changer une fois par mois.—Pour le demi-carré avec le même privilège d'altération £4 10.